

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1770

4 août 2011

SOMMAIRE

3. Boccador VIII S.à r.l.	84957	Ojai Holding S.A.	84960
Alpha-Lux Investments S.à r.l.	84948	Olinda Finance S.A.	84914
ALPHARMA (Luxembourg) S.à r.l.	84948	Parbat Finance S.A.	84956
Archea Fund	84950	Partners Group Asia-Pacific 2011 S.C.A., SICAR	84916
Arlene S.A.	84954	Partners Group Asia-Pacific 2011 S.C.A., SICAR	84934
Avenue S.à r.l.	84957	Partners Group Secondary 2011 (EUR) S.C.A., SICAR	84937
Banking Services Luxembourg S.à r.l.	84936	Pasod S.A.	84949
Benelux Property S.à r.l.	84953	Petsitting	84936
Beta Lux Selection	84915	Provid	84951
Centre Européen de Géodynamique et de Séismologie (ECGS)	84958	QGX Coal S.à r.l.	84941
CVI GVF Luxembourg Eight S.à r.l.	84935	Robeco Alternative Investment Strategies	84915
CVI GVF Luxembourg Five S.à r.l.	84935	Safe Ship Investment Company S.C.A., SI- CAR	84948
Densa Trading A.G.	84957	Santemedia Management N°2 S.à r.l.	84945
Dlux Holdco S.à r.l.	84954	Seagull Invest S.à r.l.	84949
Duet Trust and Fiduciary Services S.A.	84945	Slif S.à r.l.	84949
Equitable S.A.	84946	Société anonyme des Entreprises Minières S.A., SPF	84948
Faune Holding S.A.	84916	Stevia Growers S.A. International SCA ..	84950
Forum Vitae	84946	Sunless Europe S.A.	84938
GPA Gestion de Participations Actionnai- res S.A.	84947	TCN Holding (Luxembourg) S.à r.l.	84953
Guimauve & Chocolat S.à r.l.	84942	Tyco Electronics Finance S.à r.l.	84950
Intercontinental Group for Commerce In- dustry and Finance S.A., SPF	84914	Tyco Electronics Group S.A.	84954
Kuylenstierna & Skog S.A.	84955	Tyco Electronics Holding S.à r.l.	84950
Leopard Germany Bero 2 S.à r.l.	84951	TyCom Holdings II S.A.	84953
Leopard Germany Bero Holding 2 S.à r.l.	84951	UBIK	84955
LSF6 Lux Investments VIII S.à r.l.	84960	Universal Group for Industry and Finance S.A., SPF	84914
Lux-Finitions S.à r.l.	84941	Vauban Participations S.A.	84955
Manwin Freesites Sàrl	84946	Vignes et Terroirs	84955
Matterhorn Capital Data Centre Holdings S.à r.l.	84959	WIKIO Luxembourg	84957
M Fountain Selected Fund Series	84931		
Newport Ventures S.A.	84960		
Office Park Findel F4 S.A.	84960		

Olinda Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 15.538.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la société OLINDA FINANCE S.A., inscrite au RC sous le numéro B 15.538, qui se tiendra en son siège social rue de l'Industrie, coin des Artisans, L-3895 FOETZ le mardi 6 septembre 2011 à 15.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration 2009 et 2010;
2. Rapport du commissaire aux comptes 2009 et 2010;
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010;
4. Affectation des résultats; des années 2009 et 2010;
5. Décharge aux administrateurs et du commissaire aux comptes;
6. Autres points spécifiques, si demandé par les actionnaires disposant de plus de 10% du capital social;
7. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011110391/1439/22.

Intercontinental Group for Commerce Industry and Finance S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 14.070.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 23 août 2011 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011111266/755/18.

Universal Group for Industry and Finance S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 25.651.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 23 août 2011 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Référence de publication: 2011111267/755/17.

Robeco Alternative Investment Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 87.117.

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders to be held on 18 August 2011 at 11:00 a.m. at the registered office of the Company, 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (the "Meeting") with the following agenda.

Agenda:

1. to resolve on the liquidation of the Company
2. to appoint Robeco Luxembourg S.A. represented by Mr. Norbert Wagemans and Mr. Volker Wytzes as liquidator (each acting and signing alone) and to determine the liquidator's powers and remuneration

The quorum required for the Meeting is of 50% of the shares in issue and the passing of resolution number 1 requires the consent of two thirds of the votes cast at the meeting. The passing of resolution number 2 only requires the consent of a simple majority of the votes cast at the Meeting.

Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the votes or have abstained or have returned a blank or invalid vote. If the quorum is not reached, the Meeting will be reconvened on 30 September 2011 at 11.00 a.m. at the same place and with the same agenda. The reconvened Meeting may validly deliberate without any quorum being required and resolutions will be passed under the same conditions as for the first Meeting.

Shareholders wishing to attend and vote at the Meeting should inform the bank or institution through which the shares are held in writing no later than 11 August 2011. Shareholders who hold their shares in another way should inform the Board of Directors of the Company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011098825/755/25.

Beta Lux Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 79.324.

L'assemblée n'ayant pas été valablement constituée pour l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 avril 2011 ainsi que du 1^{er} juillet 2011, le président a décidé de reporter la réunion à une date ultérieure.

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des actionnaires de BETA LUX SELECTION se tiendra au siège social, 50, avenue J.F. Kennedy à Luxembourg, le 12 août 2011 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice clos le 31 décembre 2010.
2. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'Assemblée Générale, les propriétaires d'actions au porteur devront faire part de leur désir d'assister à l'Assemblée et sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée, aux guichets de l'agent chargé du service financier, tel que mentionné dans le prospectus.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée, fait connaître leur intention de prendre part à l'Assemblée.

L'Assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées. Toute action, quelle que soit sa valeur unitaire, donne droit à une voix.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011105189/755/27.

Faune Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 62.514.

Les actionnaires sont convoqués à une deuxième

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 22 août 2011 à 16.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une première assemblée générale a été tenue le 14 juillet 2011, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011100481/29/18.

Partners Group Asia-Pacific 2011 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 161.269.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh day of May.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. Partners Group Management II S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, represented by Mr Sami Nummela, employee, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy; and

2. Partners Group Finance USD IC Limited, Tudor House, Le Bordage, St. Peter Port, GY1 6BD Guernsey, represented by Mr Sami Nummela, prenamed, pursuant to a proxy.

The proxies signed ne varietur by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of association of a société en commandite par actions which they form between themselves (the "Articles"):

Art. 1. Establishment. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société en commandite par actions with variable capital qualifying as investment company in risk capital under the law of 15th June 2004, as amended, (the "2004 Law") under the name of "Partners Group Asia-Pacific 2011 S.C.A., SICAR" (the "Corporation").

Art. 2. Term. The Corporation is established for a period expiring on 31st December 2024, provided that the Corporation by Shareholder Resolution (according to the term defined hereafter) taken under the conditions for amendments of these Articles may be dissolved prior to this date or continued for up to 3 (three) additional one-year periods.

Art. 3. Purpose.

(a) The object of the Corporation is to invest in Partners Group Asia-Pacific 2011, L.P. (the "Fund"), representing risk capital within the meaning of article 1 of the 2004 Law, in order to provide its Investors with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2004 Law, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

(c) The Corporation may not undertake any other investment activities except for investing in the Fund, holding short-term bank deposits and short-term borrowing of funds pursuant to Article 13 (c).

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established in Luxembourg by resolution of the Manager. If and

to the extent permitted by law, the Manager may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Share Capital.

(a) The share capital of the Corporation shall be represented by Shares without par value and shall at all times be equal to the Corporation's total net assets.

(b) The Corporation is incorporated with the minimum share capital provided by law.

(c) The Manager may delegate to any duly authorized officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for Shares issued.

(d) The share capital of the Corporation shall be represented by the following classes of Shares:

(i) Ordinary Shares issued to Investors, generally for a subscription price of one thousand USD (USD 1,000); and

(ii) Manager Shares issued to the Manager, generally for a subscription price of one USD cent (USD 0.01).

(e) No preferential subscription rights are granted.

(f) The Manager may fully or partially return to Shareholders the amounts paid in connection with the subscription of Shares, provided that such amounts may be callable at times and under the conditions determined by the Manager.

(g) The total amounts contributed to the Corporation by a Shareholder are referred to as "Contributions".

(h) The Manager will determine the dates of the share offerings of the Corporation for the admission of additional Investors (each a "Share Offering"), and may hold further Share Offerings over a period of eighteen months following the initial Share Offering. The Share Offering period may, in the discretion of the Manager, be extended by up to 12 months.

(i) The Manager acting on behalf of the Corporation has full discretion to organize the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown.

(j) The minimum capital, as defined in the 2004 Law, which must be achieved within twelve months after the date on which the Corporation has been authorised as a société d'investissement en capital à risque under Luxembourg law, shall be one million EUR (EUR 1,000,000).

Art. 6. The Manager.

(a) The "associé-gérant-commandité" of the Corporation shall be Partners Group Management II S.à r.l., a corporation organised under the laws of Luxembourg (the "Manager").

(b) The Manager is jointly and severally liable for all liabilities to third parties which cannot be met out of the assets of the Corporation. The Manager shall not be liable on its own assets for the payment of (i) any distributions to Shareholders or (ii) the return of Contributions to Shareholders.

Art. 7. Liability of Investors.

(a) The Investors are not permitted to act on behalf of the Corporation in any manner or capacity other than by exercising their rights at Shareholder meetings.

(b) The Investors shall be solely liable for payment to the Corporation of (i) the subscription price on any Ordinary Shares and any Undrawn Commitment (according to the term defined hereafter), (ii) the return of distributions, and (iii), if applicable, an Entry Charge (according to the term defined hereafter).

Art. 8. Share Register.

(a) All issued Shares of the Corporation shall be recorded in the Shareholder register (the "Register"). The Register shall contain the name of each Shareholder, their residence, registered office or elected domicile, the number and class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the banking account details of the Shareholders.

(b) Until notices to the contrary have been received by the Corporation, it may treat the information contained in the Register as accurate and up-to-date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking account details for the making of any payments.

(c) The Manager will appoint an entity responsible for the maintenance of the Register.

(d) Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Corporation of a completed transfer form together with evidence that the purchaser has assumed all obligations in connection with the Undrawn Commitment relating to the respective Interest and such other documentation as the Corporation may require.

(e) Investors may transfer fully paid Ordinary Shares to Eligible Investors (according to the term defined hereafter). Their Undrawn Commitment may be transferred to the extent the transferee is (i) creditworthy, as determined by the Manager, and (ii) eligible in accordance with the provisions of the 2004 Law.

To the extent that, and as long as, a respective Interest is part of a German insurance company's or a German pension fund's "committed asset" ("Sicherungsvermögen") as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time ("Versicherungsaufsichtsgesetz") or "other committed asset" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time), such Interest shall not be disposed of without the prior written consent of the trustee ("Treuhand")

appointed in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time, or by the trustee's authorized deputy.

However, notwithstanding the above, any Interest that is directly or indirectly held by a German insurance company or a German pension fund and that is part of their committed assets is freely transferable and such transfer will not require the approval of the Manager provided the transferee is an Eligible Investor and executes the necessary documentation. Upon the transfer of any Interest that is directly or indirectly held by a Shareholder that is a German insurance company or German pension fund, the transferee shall accept and become solely responsible for all liabilities and obligations relating to such Interest held and the transferor shall be released from and shall have no further liability in respect of the Corporation.

(f) Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.

(g) Shares will only be issued as registered securities.

(h) Shares will be available in book-entry form. No certificates will be issued.

Art. 9. Commitment.

(a) Investors will undertake to subscribe for Ordinary Shares in an amount as set out in the Subscription Agreement (each a "Commitment").

(b) The minimum Commitment to the Corporation by an Investor will be five million USD (USD 5,000,000) although the Manager reserves the right to admit Investors with lower Commitments.

(c) The Commitment made by each Investor will be payable in instalments by subscribing for additional Shares in the Corporation. Prior to each Contribution, the Manager will issue a drawdown notice advising Investors of the portion of their Commitment required to be contributed to the Corporation and the corresponding number of Shares that will be issued, whereupon such amount shall be payable within ten (10) calendar days, in cash denominated in USD, and the relevant number of Shares shall be issued to Investors on a pro-rata basis (each such event of drawing down capital being a "Drawdown").

(d) Drawdowns will be made in proportion to the Commitment of each Investor, as needed to satisfy the capital requirements of the Corporation's investments and to maintain a reserve for the operating expenses of the Corporation.

Art. 10. Eligible Investor.

(a) The Manager on behalf of the Corporation may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of Shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

(b) Only Eligible Investors (according to the term defined hereafter) shall be permitted to hold an Interest in the Corporation.

(c) The Manager may, at its discretion, delay the acceptance of any application for an Interest until such time as sufficient documentation has been provided verifying that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

(d) Where the Corporation determines that an Investor is not an Eligible Investor, or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Manager may require, the Manager may require such Investor to sell all or part of its Interest in accordance with the following provisions:

(i) the Corporation shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Investor, specifying the Interest to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Interest (the "Purchase Price"), and the place at which the Purchase Price in respect of such Interest is payable. Any such notice may be served upon such Investor by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Investor at its last address known to or appearing in the Register. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Investor shall cease to be the owner of the Interest specified in such notice and its name shall be removed as to the respective Shares in the Register;

(ii) the Purchase Price of the Interest shall be an amount equal to 75% of the market value of the Investor's Interest, such value being determined by the Manager obtaining price quote(s) within the market;

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Interest, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid the person specified in such Purchase Notice shall have no further interest in the Corporation, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right to receive the price so deposited (without interest) from such bank.

(e) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than as appeared to the Corporation at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

(f) In addition to any liability under applicable law, each Investor who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds an Interest, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Manager, the other Investors and Ordinary Shareholders and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Investor had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Corporation of its loss of such status.

Art. 11. Annual General Meeting.

(a) The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of June at 4:00 p.m. (Luxembourg time) and for the first time in 2012. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding bank business day.

(b) Other Shareholder meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective meeting notices.

Art. 12. Shareholder Meetings.

(a) All Shareholder meetings shall be presided over by the Manager.

(b) Any duly convened Shareholder meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

(c) A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by:

(i) appointing another person as its proxy in writing, or

(ii) providing written confirmation to the Manager instructing the manner in which it elects to vote on respective agenda points provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (2) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Corporation 24 hours before the relevant Shareholder meeting.

(d) Each Manager Share and each Ordinary Share carries one vote at all Shareholder meetings.

(e) All Shares will vote as one class unless otherwise required by law or provided in these Articles.

(f) Except as otherwise required by law or provided in these Articles, resolutions at a Shareholder meeting (a "Shareholder Resolution") shall require the approval of:

(i) a simple majority of the votes cast by the Shareholders present or represented, and

(ii) the Manager.

(g) Any resolution at a Shareholder meeting deciding that the Corporation will no longer qualify as investment company in risk capital under the 2004 Law will need to be passed by a unanimous vote of all Shareholders and the Manager and requires prior approval by the Luxembourg supervisory authority.

(h) Whenever the limited partners of the Fund are required or permitted to take any action by vote, such matter shall be presented to the Shareholders for their consent. The approval of the Corporation shall be based on a simple majority of the votes cast.

(i) The Manager shall provide at least 8 days prior notice of any Shareholder meeting as required under Luxembourg law.

(j) The Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any Shareholder meeting.

(k) Votes cast as used in these Articles shall not include votes attaching to Shares in respect of which a Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Art. 13. Manager Powers.

(a) The Manager has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Corporation and to investigate, pursue and conclude transactions. All powers that are not reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the Manager.

(b) The Manager shall determine the investment policy and the borrowing policy of the Corporation, subject to the restrictions established by (i) Luxembourg law, (ii) regulatory authorities, and (iii) these Articles.

(c) The Manager is authorized to borrow on behalf of the Corporation. The Manager shall only utilize borrowings for temporary liquidity purposes (i.e. up to six months) and subject to rates commercially available for such borrowing. The maximum borrowing on behalf of the Corporation is not allowed to exceed 10% of the aggregate Commitments to the Corporation.

(d) The Manager may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The Manager may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Corporation.

Art. 14. Due Authorisation. The Corporation shall be bound by the joint signatures of any duly authorised directors or officers of the Manager or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the Manager.

Art. 15. Exculpation & Indemnification.

(a) No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Corporation or any Investor for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is or is not, contrary to the best interests of the Corporation and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Corporation.

(b) To the fullest extent permitted by law, the Corporation shall indemnify and hold harmless the Manager or its affiliates, and any of their respective employees, officers, directors, agents, controlling persons or representatives (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Corporation, including acting as a director of a target company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or having been a director or officer of the Corporation; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, willful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reversed (Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

(c) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

(d) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Corporation for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon. The Indemnified Party shall obtain the written consent of the Manager prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Corporation to indemnify such Indemnified Party.

Art. 16. Contribution and Recontribution Obligations

(a) The Corporation may require Investors to (i) make Contributions, and/or (ii) recontribute to the Corporation amounts up to the aggregate amount of distributions previously made to them, in order to satisfy indemnification or any other obligations of the Corporation.

(b) All of the foregoing contribution or recontribution obligations shall continue until the liquidation of the Corporation. The Corporation may make provision in order to satisfy indemnification or other obligations of the Corporation after the liquidation of the Corporation.

Art. 17. Share Redemption and Defaulting Investors.

(a) No redemption of Shares may be requested by the Shareholders.

(b) A redemption of Shares at the discretion of the Manager shall in particular be possible:

(i) in respect of the Shares issued in connection with the incorporation of the Corporation;

(ii) for the purpose of temporarily returning to Shareholders a portion of the capital paid in connection with any Share Offering or Drawdown; and

(iii) for the purpose of distributing proceeds from investments, provided that such distributions qualify as return of capital rather than payment of dividends.

(c) Shares will generally be redeemed for:

(i) the respective subscription price in relation to redemptions as set out in Article 17(b)(i); and

(ii) the last reported Net Asset Value (according to the term defined hereafter) in relation to redemptions as set out in Article 17(b)(ii) and (iii).

(d) Redeemed Shares will be cancelled by the Corporation.

(e) If at any time:

(i) any representation made by an Investor to the Corporation in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Investor is determined by the Manager not to be true and correct in any respect; or

(ii) an Investor does not fulfil its obligations towards the Corporation and in particular where such Investor has committed to subscribe for further Ordinary Shares and fails to honour its commitment to make further Contributions within the timeframe required,

then the Manager has the authority in the absence of curing of the above defaults within a reasonable time period determined by the Manager to (A) suspend or terminate the pecuniary rights attached to all or part of the Ordinary Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Investor, or (B) cause the sale and transfer to a new Investor of the Interest held by the defaulting Investor for a price equal to the Purchase Price as detailed in Article 10, or (C) reduce the Commitment of the defaulting Investor, or (D) apply any combination of the above or such other measure as it deems appropriate.

(f) Each Investor expressly acknowledges the strict default provisions in the limited partnership agreement constituting the Fund and that it has been accepted as an Investor in the Corporation in reliance upon its agreement to the provisions of these Articles, and that where an Investor fails to fulfil its obligations to the Corporation set out in Article 17(e)(ii) then the Manager may have no other option than to terminate a defaulting Investor's pecuniary rights in connection with its Ordinary Shares, in particular if the general partner of the Fund terminates the respective proportionate interest in the Fund pursuant to the relevant provisions of the limited partnership agreement of the Fund by reason of the Investor's default.

Art. 18. Net Asset Value of Shares.

(a) The net asset value of Ordinary Shares in the Corporation (the "Net Asset Value") shall be determined on each Valuation Day (according to the term defined hereafter) in accordance with this Article 18.

(b) The Net Asset Value in accordance with fair valuation methods shall be expressed as a per share figure and shall be determined by:

(i) first, establishing the value of assets less the liabilities of the Corporation (including any adjustments as considered by the Corporation to be necessary or prudent);

(ii) second, allocating the portion of assets and liabilities to Ordinary Shares according to the aggregate Contributions of Ordinary Shares, adjusted as necessary to take into consideration any additional fees or distributions to which Ordinary Shares may be entitled; and

(iii) finally, dividing the total assets and liabilities allocated to Ordinary Shares by the total number of Ordinary Shares on the Valuation Day.

(c) The valuation of the Corporation's assets and liabilities shall be determined in accordance with generally accepted valuation principles in compliance with article 5 (3) of the 2004 Law:

(i) liquid assets shall be valued at their face value with interest accrued;

(ii) investments in target funds shall be valued according to the most recent valuation report received from the general partners of the target funds adjusted for net capital activity; and

(iii) other investments and other property and assets of the Corporation shall be valued according to the applicable accounting principles.

(d) Other fair valuation methods may be used if the Manager considers that another method better reflects the value of the assets if circumstances and market conditions so warrant. The fair valuation methods would then be used accordingly. Valuation methods will be used on a consistent basis.

(e) The Net Asset Value for Ordinary Shares will be made available to Shareholders at the registered office of the Corporation within a period of time following the relevant Valuation Day.

(f) The determination of the Net Asset Value may be suspended during any period if, in the reasonable opinion of the Manager, a fair valuation of the assets of the Corporation is not practical for reasons beyond the control of the Corporation.

Art. 19. Accounting Year and Auditors.

(a) The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January and shall terminate on the 31st December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of the incorporation of the Corporation and shall terminate on the 31st December 2011.

(b) The annual general meeting of Shareholders shall appoint independent auditors.

(c) Accounting of the Corporation shall be based on the Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles (Lux GAAP).

Art. 20. Distributions.

(a) Within the limits provided by law and in respect of Ordinary Shares, the annual general meeting of Ordinary Shareholders shall, upon the proposal of the Manager, determine how the results allocated to Ordinary Shares shall be distributed in accordance with the provisions of these Articles.

(b) Interim distributions may be paid out on Ordinary Shares upon the decision of the Manager.

(c) The Manager shall apply the following distribution policies:

(i) Distributable proceeds derived from investments will be distributed by the Manager from time to time, provided that the Manager may retain reasonable amounts to pay or provide reserves for expenses and other obligations of the Corporation, including fees payable to the Manager or for reinvestment purposes; and

(ii) The Corporation may receive proceeds from the Corporation's investments in the form of marketable securities. The Manager will seek to sell such securities and distribute the net cash proceeds; Shareholders will bear any associated market risk and related costs incurred during the disposition process.

(iii) The Manager shall not distribute securities to Shareholders other than at the time of dissolution of the Corporation or with the approval of a simple majority of the votes cast with respect to Ordinary Shares in issue.

(d) Distributions will be made to the Shareholders in each case in proportion to their Contributions.

Art. 21. Liquidation.

(a) In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed at a Shareholder meeting effecting such dissolution and which shall determine their powers and their remuneration.

(b) The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to Shareholders pursuant to the rules set forth in Article 20.

(c) The net proceeds may be distributed in kind.

Art. 22. Amendment to Articles. Subject to the prior approval by the Luxembourg supervisory authority, these Articles may be amended from time to time by Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and the following related articles) and article 67-1 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, ("1915 Law"). In addition, any proposed amendment to these Articles will become valid and effective only if separately approved by a simple majority of the Ordinary Shares in issue.

Art. 23. Governing Regulation. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law.

Art. 24. Definitions. These definitions form an integral part of the Articles.

Eligible Investors	Pursuant to article 2 of the 2004 Law, either a) professional or institutional investors, b) other investors who confirm in writing that they adhere to the status of well-informed investors and are fully aware of the risks and rewards of this type of investment within the meaning of the 2004 Law and who either invest or are committed to invest a minimum of 125,000 EUR in the Corporation or have been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying such investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in risk capital or c) a person taking part in the management of the Corporation. Any investor that is a U.S. person must be an "accredited investor" as defined in Rule 501 (a) of Regulation D under the Securities Act and a "qualified purchaser" as defined in the U.S. Investment Company Act.
Entry Charge	A charge which may be levied on an investor admitted to the Corporation subsequent to the initial share offering.
Interest	An Investor's interest in the Corporation being its rights and obligations in connection with any Ordinary Shares held and its related Undrawn Commitment.
Investor(s)	The investors who have acquired or have committed to acquire Ordinary Shares in accordance with the Subscription Agreement. For the avoidance of doubt, any affiliate of the Manager who has acquired or has committed to acquire Ordinary Shares shall be deemed an Investor.
Manager Share	A share issued by the Corporation that has been subscribed to by the Manager.
Ordinary Share	A share issued by the Corporation that has been subscribed to by an Investor.
Ordinary Shareholder	The holder of Ordinary Shares.
Shares	The Ordinary Shares and the Manager Shares.
Shareholders	The holders of Ordinary Shares and Manager Shares.
Subscription Agreement	The agreement the Corporation entered into with each of the Investors in connection with the commitment to subscribe for a certain number of Ordinary Shares.
Undrawn Commitment	The total number of Shares that an Investor has committed to acquire in the Subscription Agreement less the number of Shares subscribed and fully paid by such Investor.
U.S. person	Shall have the meaning ascribed in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the 1933 Act") or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act.
Valuation Day	The last day of each month.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Corporation as a result of its organisation are estimated at approximately EUR 4,000.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereinafter:

	Subscribed capital	Paid-in amount	Number of shares
1) Partners Group Management II S.à r.l.,	USD 46,000	USD 46,000	4,600,000 Manager
2) Partners Group Management II S.à r.l., prenamed	USD 0,01	USD 1,000	1 Ordinary Share
3) Partners Group Finance USD IC Limited, prenamed	USD 0,01	USD 1,000	1 Ordinary Share
TOTAL	USD 46,000.02	USD 48,000	

1. Evidence of the above payment has been given to the undersigned notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

General meeting of shareholders

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following company is elected as independent auditor:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Réviseur d'entreprises, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, RCS Luxembourg B 65477. The mandate shall lapse on the date of the annual general meeting in 2012.

II. The registered office of the Corporation is fixed at 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above named person, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person, in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing person, who is known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, said appearing person signed together with us, the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehendtextes

Im Jahr zweitausendundelf, am siebenundzwanzigsten Tag des Monats Mai.

Vor Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1. Partners Group Management II S.à r.l., eine nach den Gesetzen Luxemburgs gegründete Gesellschaft mit Sitz in 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg, vertreten durch geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß Vollmacht unter Privatschrift; und

2. Partners Group Finance USD IC Limited, Tudor House, Le Bordage, St. Peter Port, GY1 6BD Guernsey, vertreten durch [.], vorgenannt, gemäß Vollmacht unter Privatschrift.

Die ne varietur von allen erschienenen Parteien und vom unterzeichneten Notar unterschriebenen Vollmachten bilden einen Anhang zu diesem Dokument, das bei dem zuständigen Registeramt hinterlegt wird.

Die erschienenen Personen haben für die von ihnen vertretenen Parteien den Notar gebeten, die Satzung einer société en commandite par actions, die sie gemeinsam begründen, wie folgt festzuhalten (die "Satzung"):

Art. 1. Errichtung. Zwischen den zeichnenden Parteien und all jenen, die Inhaber von später ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Gesellschaft in Form einer société en commandite par actions mit variablem Kapital, die als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz vom 15. Juni 2004, in seiner geänderten Fassung, (das "Gesetz von 2004") qualifiziert, und als "Partners Group Asia-Pacific 2011 S.C.A., SICAR" (die "Gesellschaft") firmiert.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine Dauer bis zum 31. Dezember 2024 errichtet, wobei die Gesellschaft durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung dieser Satzung gefasst wird, vor diesem Datum aufgelöst werden oder um bis zu 3 (drei) zusätzliche Einjahresperioden weitergeführt werden kann.

Art. 3. Zweck.

(a) Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, in den Partners Group Asia-Pacific 2011, L.P. (nachfolgend der „Fonds“), der eine Anlage in Risikokapital im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes von 2004 darstellt, zu investieren, um ihren Aktionären unter Berücksichtigung der eingegangenen Risiken das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(b) Die Gesellschaft kann, soweit nach dem Gesetz von 2004 zulässig, alle Maßnahmen und Vorkehrungen treffen, die sie im Hinblick auf die Zweckerfüllung als nützlich erachtet, vorausgesetzt, dass die anderen Vorschriften dieser Satzung eingehalten werden.

(c) Neben der Anlage in den Fonds darf die Gesellschaft keine weiteren Anlagetätigkeiten ausüben. Davon ausgenommen sind kurzfristige Bankeinlagen sowie kurzfristige Kreditaufnahmen entsprechend Artikel 13 (c).

Art. 4. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Managers können in Luxemburg Zweigniederlassungen errichtet oder weitere Büros betrieben werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Manager beschließen, den Gesellschaftssitz an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

Art. 5. Aktienkapital.

(a) Das Aktienkapital der Gesellschaft besteht aus nennwertlosen Aktien und entspricht jederzeit dem Nettowert der Gesellschaft

(b) Das Aktienkapital der Gesellschaft wird die gesetzlichen Anforderungen an das Mindestkapital erfüllen.

(c) Der Manager kann jedem ordnungsgemäß bevollmächtigten Gesellschaftsorgan oder jeder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person die Pflicht auferlegen, Zeichnungen entgegenzunehmen sowie Zahlungen für ausgegebene Aktien auszuführen oder zu empfangen.

(d) Das Aktienkapital der Gesellschaft besteht aus den folgenden Aktienklassen:

(i) Stammaktien, die an Gesellschaftsinvestoren zu einem Zeichnungsbetrag von jeweils eintausend USD (USD 1,000) ausgegeben werden; und

(ii) Manager-Aktien, die an den Manager zu einem Zeichnungsbetrag von jeweils einem USD Cent (USD 0.01) ausgegeben werden.

(e) Es werden keine vorrangige Aktienbezugsrechte gewährt.

(f) Der Manager kann die im Zusammenhang mit der Zeichnung von Aktien eingezahlten Beträge ganz oder teilweise an die Gesellschaftsinvestoren zurückzahlen, wobei diese Beträge zu einem späteren vom Manager bestimmten Zeitpunkt sowie zu von ihm festgelegten Bedingungen zurückgefordert werden kann.

(g) Die Gesamtsumme der von einem Aktionär an die Gesellschaft getätigten Zahlungen werden als "Kapitaleinlagen" bezeichnet.

(h) Der Manager bestimmt die Zeitpunkte, an denen die Gesellschaft Aktienangebote durchführen kann, um zusätzliche Gesellschaftsinvestoren aufzunehmen (jeweils ein "Aktienangebot"), und kann während eines Zeitraums von achtzehn Monaten nach dem erstmaligen Aktienangebot weitere Aktienangebote durchführen. Der Manager kann die Aktienangebotsperiode nach eigenem Ermessen um bis zu 12 Monate verlängern.

(i) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager verfügt über eine umfassende Kompetenz, das Vorgehen bei der Aufnahme von Gesellschaftsinvestoren, bei Kapitalabrufen und bei Zahlungen, die auf Kapitalabrufe folgen, zu regeln.

(j) Das Mindestkapital, wie im Gesetz von 2004 definiert, das innerhalb von zwölf Monaten ab Genehmigung der Gesellschaft als société d'investissement en capital à risque nach Luxemburger Recht erreicht sein muss, beträgt EUR 1,000,000.

Art. 6. Der Manager.

(a) Der Komplementär ("associé-gérant-commandité") der Gesellschaft ist Partners Group Management II S.à r.l., eine Gesellschaft, die nach Luxemburger Recht errichtet wurde (der "Manager").

(b) Der Manager haftet Dritten gegenüber unbeschränkt und solidarisch für alle Verbindlichkeiten, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft befriedigt werden können. Der Manager haftet aber nicht mit seinem Vermögen für die Zahlung von (i) Ausschüttungen an Aktionäre oder (ii) die Rückzahlung von Kapitaleinlagen an Aktionäre.

Art. 7. Haftung der Gesellschaftsinvestoren.

(a) Den Gesellschaftsinvestoren ist es untersagt, für die Gesellschaft in irgendeiner Form zu handeln, außer durch Ausübung ihrer Rechte anlässlich von Aktionärsversammlungen.

(b) Gesellschaftsinvestoren haften einzig für folgende Zahlungen an die Gesellschaft: (i) Zeichnungsbetrag der Stammaktien sowie "NichtAbgerufene-Zahlungszusagen" (gemäß definiertem Begriff), (ii) Rückzahlung von Ausschüttungen und (iii), falls anwendbar, eine Eintrittsgebühr (gemäß definiertem Begriff).

Art. 8. Aktienregister.

(a) Alle ausgegebenen Aktien der Gesellschaft werden im Aktienregister (das "Aktienregister") geführt. Das Aktienregister enthält den Namen jedes Aktionärs, ihren Wohnsitz, Gesellschaftssitz oder Domizil, die Anzahl und Klasse der gehaltenen Aktien, den für die Aktien einbezahlten Betrag und die Bankverbindung der Aktionäre.

(b) Solange die Gesellschaft keine gegenteiligen Instruktionen bekommen hat, darf sie die aus dem Aktienregister ersichtlichen Angaben als zutreffend und aktuell betrachten und kann insbesondere die darin enthaltenen Anschriften für das Versenden von Mitteilungen und Ankündigungen und die Bankverbindungen für den Zahlungsverkehr benutzen.

(c) Der Manager bestimmt eine Stelle, die für das Führen des Aktienregisters verantwortlich ist.

(d) Die Übertragung von Aktien geschieht durch entsprechende Eintragung der Übertragung im Aktienregister, nachdem die Gesellschaft ein vollständiges Übertragungsformular zusammen mit dem Beweis, dass der Erwerber sämtliche Verpflichtungen in Verbindung mit der Nicht-Abgerufenen-Zahlungszusage, die mit der betreffenden Beteiligung in Verbindung steht, erfüllt hat und jedwedes andere Dokument, das die Gesellschaft verlangt, erhalten hat.

(e) Gesellschaftsinvestoren können voll eingezahlte Stammaktien an Zulässige Investoren (gemäß definiertem Begriff) frei übertragen. Ihre Nicht-Abgerufenen-Zahlungszusage (gemäß definiertem Begriff) kann übertragen werden, sofern der Erwerber (i) nach Einschätzung des Managers kreditwürdig ist und (ii) im Einklang mit den Voraussetzungen des Gesetzes von 2004 zulässig ist.

Sofern und solange eine bestimmte Beteiligung Teil des "Sicherungsvermögens" (gemäß Definition in §66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung) eines deutschen Versicherungsunternehmens oder einer deutschen Pensionskasse oder Teil eines "sonstigen gebundenen Vermögens" (gemäß Definition in §54 Absatz 1 oder §115 des Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung) sind, dürfen solche Beteiligungen ohne die vorherige schriftliche Genehmigung des in Übereinstimmung mit §70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung berufenen Treuhänders oder seines befugten Stellvertreters nicht veräußert werden.

Ungeachtet des Vorstehenden sind jedoch Beteiligungen, die ein deutsches Versicherungsunternehmen oder eine deutsche Pensionskasse direkt oder indirekt hält und Teil des Sicherungsvermögens sind, frei übertragbar und eine solche Übertragung erfordert keine Genehmigung des Managers, vorausgesetzt der Erwerber ist ein Zulässiger Investor und erfüllt die notwendigen Dokumentationsanforderungen. Mit der Übertragung der Beteiligung, die ein Aktionär, der ein deutsches Versicherungsunternehmen oder eine deutsche Pensionskasse ist, direkt oder indirekt hält, muss der Erwerber alle Verbindlichkeiten und Verpflichtungen hinsichtlich solcher Beteiligungen akzeptieren und dafür allein verantwortlich zeichnen und der Veräußerer soll von den Verbindlichkeiten hinsichtlich der Gesellschaft befreit werden und keine solchen mehr haben.

(f) Aktienbruchteile können bis zur dritten Dezimalstelle ausgegeben werden.

(g) Die Aktien werden nur als Namensaktien ausgegeben.

(h) Die Aktien sind in elektronisch verbuchungsfähiger Form erhältlich. Es werden keine Zertifikate ausgegeben.

Art. 9. Zahlungszusage.

(a) Gesellschaftsinvestoren verpflichten sich, Stammaktien zu dem im Zeichnungsvertrag festgelegten Betrag zu zeichnen (jeweils eine "Zahlungszusage").

(b) Die Zahlungszusage eines Gesellschaftsinvestors an die Gesellschaft beträgt mindestens 5 Millionen USD (USD 5,000,000) wobei sich der Manager das Recht vorbehält, Gesellschaftsinvestoren mit geringeren Zahlungszusagen zuzulassen.

(c) Die von einem Gesellschaftsinvestor gegebene Zahlungszusage ist in Raten zahlbar, indem zusätzliche Aktien der Gesellschaft zu zeichnen sind. Der Manager versendet vor jeder Kapitaleinlage eine Abrufmitteilung an die Gesellschaftsinvestoren mit dem Hinweis auf den für die Einlage an die Gesellschaft erforderlichen Teil ihrer Zahlungszusage und auf die entsprechende Zahl der auszugebenden Aktien. Darauf ist der Geldbetrag in USD innerhalb von zehn (10) Kalendertagen bar einzuzahlen und die entsprechende Zahl Aktien wird den Gesellschaftsinvestoren anteilig zugeteilt (jeder dieser Abrufvorgänge wird als "Kapitalabruf" bezeichnet).

(d) Kapitalabrufe werden nach Maßgabe des Mittelbedarfs für die Anlagen der Gesellschaft und die Deckung der laufenden Ausgaben im Verhältnis zu den Zahlungszusagen jedes Gesellschaftsinvestors getätigt.

Art. 10. Zulässiger Investor.

(a) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager kann in eigenem Ermessen den Erwerb und den Besitz von Aktien durch irgendeine Person, Firma oder Körperschaft einschränken oder untersagen.

(b) Nur "Zulässigen Investoren" (gemäß definiertem Begriff) ist es erlaubt, eine Beteiligung an der Gesellschaft zu halten.

(c) Der Manager kann in eigenem Ermessen die Annahme von Anträgen zur Zeichnung einer Beteiligung solange aufschieben, bis ausreichend dokumentiert worden ist, dass der Antragsteller die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors erfüllt.

(d) Soweit die Gesellschaft feststellt, dass ein Gesellschaftsinvestor kein Zulässiger Investor ist oder gegen seine Zusicherungen und Gewährleistungen verstößt oder die vom Manager verlangten Zusicherungen und Gewährleistungen nicht abgeben kann, kann der Manager von einem solchen Gesellschaftsinvestor verlangen, alle oder einen Teil seiner Beteiligung nach Maßgabe der nachfolgenden Bestimmungen zu veräußern:

(i) Die Gesellschaft stellt dem Gesellschaftsinvestor eine Anzeige zu (die "Kaufanzeige"), auf der angegeben ist, welche Beteiligung wie oben erwähnt zu erwerben ist, welcher Preis für diese Beteiligung zu bezahlen ist (der "Kaufpreis") und an welchem Ort der Kaufpreis für die betreffende Beteiligung zu entrichten ist. Jede solche Anzeige kann dem jeweiligen Gesellschaftsinvestor per Post in einem für ein Einschreiben frankierten Umschlag an dessen zuletzt bekannte oder im Aktienregister eingetragene Adresse zugestellt werden. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufanzeige angegebenen Tag verliert der betreffende Gesellschaftsinvestor die Aktionärsstellung in Bezug auf die in der jeweiligen Anzeige angegebene Beteiligung und sein Name wird entsprechend aus dem Aktienregister gelöscht;

(ii) Der Kaufpreis der Beteiligung beträgt 75% des Marktwerts der Beteiligung des Gesellschaftsinvestors, der vom Manager nach Einholung eines oder mehrerer Preisangebot(e) im Markt bestimmt wird;

(iii) Der Kaufpreis wird dem Eigentümer der Beteiligung entrichtet, außer in Zeiten von Devisenbeschränkungen, und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (gemäß Angabe in der Kaufanzeige) zwecks Zahlung an den Gesellschaftsinvestor hinterlegt. Nach der zuvor beschriebenen Hinterlegung des Kaufpreises hat die in der Kaufanzeige aufgeführte Person keinerlei weitere Rechte an der Gesellschaft und diesbezüglich keinerlei Anspruch gegenüber der Gesellschaft oder deren Vermögen, mit Ausnahme des Rechts, von dieser Bank den bei ihr hinterlegten Betrag (ohne Verzinsung) zu erhalten.

(e) Die Ausübung der der Gesellschaft aufgrund dieses Artikels 10 erteilten Befugnisse kann keinesfalls dadurch in Frage gestellt oder ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Aktienbesitz durch irgendeine Person unzureichend gewesen sei oder dass der tatsächliche Aktienbesitz von den der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufanzeige bekannten Tatsachen abgewichen sei, vorausgesetzt dass die Gesellschaft die genannten Befugnisse in einem solchen Fall in gutem Glauben ausgeübt hat.

(f) Neben der Haftung nach anwendbarem Recht, hat jeder Gesellschaftsinvestor, der eine Beteiligung hält, ohne die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors zu erfüllen, die Gesellschaft, den Manager, die übrigen Gesellschaftsinvestoren und Aktionäre und die Beauftragten der Gesellschaft schadlos zu halten und für alle Schäden, Verluste und Aufwände zu entschädigen, die sich aus einem solchen Halten einer Beteiligung ergeben oder damit zusammenhängen, insofern der betreffende Gesellschaftsinvestor irreführende oder unwahre Dokumentationsunterlagen eingereicht oder irreführende oder unwahre Zusicherungen abgegeben hat, um unrechtmäßig den Status als Zulässiger Investor zu erlangen, oder es versäumt hat, die Gesellschaft über den Verlust dieses Status zu benachrichtigen.

Art. 11. Jahreshauptversammlung.

(a) Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in Übereinstimmung mit Luxemburger Recht jeweils am letzten Freitag des Monats Juni um 4:00 Uhr (Luxemburger Zeit) in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung zur Versammlung angegebenen Ort in Luxemburg durchgeführt, und zwar erstmals zweitausendzweifel. Sofern dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, wird die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am vorangehenden Bankarbeitstag abgehalten.

(b) Andere Aktionärsversammlungen können an den Orten und zu den Zeitpunkten, wie in der entsprechenden Einladung aufgeführt, abgehalten werden.

Art. 12. Aktionärsversammlungen.

(a) Alle Aktionärsversammlungen werden vom Manager geleitet.

(b) Jede ordnungsgemäß einberufene Aktionärsversammlung stellt die Gesamtheit der Aktionäre dar. Der Aktionärsversammlung kommt die umfassendste Befugnis zu, im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anweisungen zu erteilen und Handlungen auszuführen oder zu ratifizieren.

(c) Ein Aktionär kann an jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er:

(i) eine andere Person schriftlich zu seinem Bevollmächtigten bestellt oder

(ii) dem Manager eine schriftliche Bescheinigung zukommen lässt, welche die Weisung enthält, wie er sich entschieden hat, bezüglich der verschiedenen Tagesordnungspunkte abzustimmen, sofern die schriftlichen Abstimmungsbescheinigungen, (1) den Nachnamen, Vornamen, die Adresse und Unterschrift des betreffenden Aktionärs, (2) die Angabe der Aktien für die der Aktionär sein Stimmrecht ausübt, (3) die in der Einberufungsmittelung aufgeführte Tagesordnung und (4) die Abstimmungsweisung (Zustimmung, Ablehnung, Enthaltung) für jeden Tagesordnungspunkt enthält. Die Originale der Abstimmungsbescheinigungen müssen von der Gesellschaft 24 Stunden vor der betreffenden Aktionärsversammlung empfangen werden.

(d) Bei jeder Aktionärsversammlung kommt jeder Manager-Aktie und jeder Stammaktie eine Stimme zu.

(e) Soweit durch das Gesetz oder die Satzung nicht anders bestimmt, stimmen alle Aktien als Aktien einer Klasse.

(f) Soweit durch das Gesetz oder durch diese Satzung nicht anders bestimmt, benötigen die an einer Aktionärsversammlung gefassten Beschlüsse (ein "Aktionärsbeschluss") die Zustimmung:

(i) einer einfachen Mehrheit der von den anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen und

(ii) des Managers.

(g) Jeder in einer Aktionärsversammlung gefasste Beschluss, der entscheidet, dass die Gesellschaft nicht länger als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz von 2004 qualifiziert, muss einstimmig von allen Aktio-

nären und vom Manager gefasst werden und erfordert die vorherige Genehmigung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde.

(h) Soweit Investoren des Fonds aufgefordert oder ermächtigt werden, sich an einer Abstimmung zu beteiligen, soll diese Angelegenheit auch den Aktionären zur Genehmigung unterbreitet werden. Die Zustimmung der Gesellschaft erfordert eine einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

(i) Wie nach Luxemburger Recht vorgeschrieben, muss jede Aktionärsversammlung durch den Manager mindestens 8 Tage im Voraus angekündigt werden.

(j) Der Manager ist befugt, alle anderen Voraussetzungen zu bestimmen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Aktionärsversammlung teilzunehmen.

(k) Abgegebene Stimmen, wie in dieser Satzung verwendet, beinhalten keine Stimmen betreffend Aktien, für die ein Aktionär nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten oder eine inhaltslose oder ungültige Stimme abgegeben hat.

Art. 13. Befugnisse des Managers.

(a) Dem Manager kommt die weitestreichende Befugnis zu, alle Handlungen im Zusammenhang mit der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft vorzunehmen und Transaktionen zu prüfen, durchzuführen und zu vollenden. Alle Befugnisse, die nicht durch Gesetz oder Satzung der Jahreshauptversammlung vorbehalten sind, stehen dem Manager zu.

(b) Der Manager bestimmt die Anlagepolitik und die Fremdkapitalpolitik der Gesellschaft, im Rahmen der durch (i) das luxemburgische Recht, (ii) die Aufsichtsbehörden und (iii) diese Satzung gesetzten Grenzen.

(c) Der Manager darf im Namen der Gesellschaft Kredite aufnehmen. Der Manager darf nur zu vorübergehender Liquiditätsbeschaffung (d.h. bis zu sechs Monate), und zu marktüblichen Konditionen Kredite aufnehmen. Die maximale Kreditaufnahme im Namen der Gesellschaft darf 10% der gesamten gegenüber der Gesellschaft getätigten Kapitalzusagen nicht übersteigen.

(d) Der Manager kann Investmentberater und Investmentmanager bestimmen sowie auch Beauftragte für jegliche Management- und Administrationsaufgaben bestellen. Der Manager ist befugt, mit solchen Personen oder Unternehmen Verträge abzuschließen betreffend die Erbringung von Dienstleistungen, die Übertragung von Befugnissen und die Festsetzung der durch die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu tragenden Vergütung.

Art. 14. Ordnungsgemäße Bevollmächtigung. Die Gesellschaft wird durch die Doppelunterschrift von ordnungsgemäß bevollmächtigten Direktoren oder leitenden Angestellten des Managers rechtlich verpflichtet, oder durch Unterschrift von jeglichen anderen Personen auf die der Manager die Bevollmächtigung übertragen hat.

Art. 15. Rechtfertigung & Entschädigung.

(a) Keine "Entschädigungsberechtigte Person" (gemäß untenstehender Definition) ist der Gesellschaft oder den Gesellschaftsinvestoren gegenüber verantwortlich für von ihr vorgenommene oder erlittene Handlungen oder Unterlassungen im begründeten Glauben, dass eine solche Handlung oder Unterlassung im besten Interesse der Gesellschaft ist oder dem nicht zuwiderläuft und im Rahmen der dieser Entschädigungsberechtigten Person erteilten Bevollmächtigung liegt, vorausgesetzt dass solche Handlungen oder Unterlassungen keine grobfahrlässige oder materielle Verletzung der Pflichten der Entschädigungsberechtigten Person gegenüber der Gesellschaft darstellen.

(b) Soweit rechtlich zulässig werden der Manager oder seine mit ihm verbundenen Gesellschaften und alle deren jeweiligen Angestellten, Handlungsbevollmächtigten, Direktoren, Beauftragte, Kontrollpersonen oder Vertreter (jeder eine "Entschädigungsberechtigte Person") von der Gesellschaft entschädigt oder schadlos gehalten im Zusammenhang mit allen Ansprüchen, Verbindlichkeiten, Schäden, Verlusten, Kosten und Auslagen jeder Art (einschließlich der Beträge, die bezahlt werden zur Begleichung von Gerichtsurteilen, oder in Kompromissen und Vergleichen, als Geldbußen und strafen sowie rechtliche oder andere Kosten und Auslagen für die Ermittlung oder die Abwehr gegen jegliche Klagen oder angebliche Forderungen) egal welcher Natur, bekannt oder unbekannt, beziffert oder unbeziffert (zusammen "Verluste"), die bei einer Entschädigungsberechtigten Person angefallen sind und aus den Angelegenheiten oder Aktivitäten der Gesellschaft entstanden oder damit in Beziehung stehen, einschließlich der Tätigkeit als Direktor einer Zielgesellschaft, oder der Ausübung von Pflichten hierunter oder sonstwie im Zusammenhang mit einer aktuellen oder vergangenen Tätigkeit als Direktor oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft; vorausgesetzt dass eine Entschädigungsberechtigte Person nicht zu einer Entschädigung hierunter berechtigt ist, sofern ein zuständiges Gericht oder eine zuständige staatliche Behörde feststellt, dass sich solche Verluste direkt aus dem grobfahrlässigen oder vorsätzlichen Fehlverhalten oder einer Verletzung einer materiellen Bestimmung der Satzung durch die Entschädigungsberechtigte Person ergeben, jedoch lebt das Recht auf Entschädigung im Falle der Aufhebung einer solchen gerichtlichen oder behördlichen Feststellung (Verluste im hier verstandenen Sinne sollen auch alle bei der Entschädigungsberechtigten Person im Zusammenhang mit dem Erlangen der Aufhebung einer solchen Feststellung angefallenen Kosten und Auslagen einschließen) wieder auf.

(c) Das Recht der Entschädigungsberechtigten Person auf eine Entschädigung nach dieser Bestimmung ist kumulativ im Verhältnis zu und zusätzlich zu jeglichen Rechten, die ihr sonstwie vertraglich oder von Rechts wegen zustehen und erstreckt sich auf die Erben, Rechtsnachfolger und Rechtsvertreter der Entschädigungsberechtigten Person.

(d) Eine Entschädigungsberechtigte Person ist gehalten, zuerst zu versuchen, eine Entschädigungsleistung aus irgend-einer anderen Haftungsvereinbarung oder VersicherungsPolice, nach der die Entschädigungsberechtigte Person entschä-

digt beziehungsweise versichert ist, zu erlangen. Dies gilt jedoch nur soweit die entschädigungspflichtige Person in Bezug auf die Haftungsvereinbarung oder die Versicherungsgesellschaft in Bezug auf die Versicherungspolice eine solche Entschädigung oder Versicherungsleistung rechtzeitig leistet (oder ihre entsprechende Verpflichtung anerkennt). Im Falle dass eine Entschädigungsberechtigte Person gemäß diesem Artikel 15 entschädigt worden ist und daraufhin in Bezug auf denselben Gegenstand von einer solchen entschädigungspflichtigen Person beziehungsweise Versicherungsgesellschaft eine Entschädigungsleistung bezieht, ist sie verpflichtet, den so bezogenen Betrag zwecks Verrechnung der Gesellschaft zu überweisen nach Abzug aller bei der Beschaffung der Rückerstattung angefallenen Kosten und Auslagen sowie aller darauf erhobenen Steuern. Bevor die Entschädigungsberechtigte Person in einen Kompromiss oder einen Vergleich einwilligt, der für die Gesellschaft eine Entschädigungspflicht gegenüber der Entschädigungsberechtigten Person zur Folge hat, muss sie beim Manager jeweils eine schriftliche Genehmigung einholen.

Art. 16. Einlage- und Rückeinlagepflichten.

(a) Um Entschädigungs- oder andere Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können, kann die Gesellschaft Gesellschaftsinvestoren verpflichten, (i) Kapitaleinlagen zu leisten, und/oder (ii) Rückeinlagen in Höhe der bisher an diese entrichteten Ausschüttungen zu leisten.

(b) Die obengenannten Einlage- und Rückeinlagepflichten bleiben bis zur Liquidation der Gesellschaft bestehen. Die Gesellschaft kann Vorkehrungen treffen, um nach der Liquidation der Gesellschaft Entschädigungs- oder andere Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können.

Art. 17. Rücknahme von Aktien und vertragsbrüchige Gesellschaftsinvestoren.

(a) Aktionäre können keine Rücknahme von Aktien beantragen.

(b) Eine Rücknahme von Aktien im Ermessen des Managers ist insbesondere in den folgenden Fällen möglich:

(i) in Bezug auf Aktien, die im Zuge der Gründung der Gesellschaft ausgegeben werden;

(ii) zum Zweck der zeitweiligen Rückgabe an die Aktionäre von Beträgen, die im Zusammenhang Aktienangeboten oder Kapitalabrufen eingezahlt werden; und

(iii) zum Zweck der Ausschüttung von Investitionserlösen, vorausgesetzt solche Ausschüttungen stellen Kapitalrückzahlungen und nicht Dividenden dar.

(c) Die Rücknahme von Aktien erfolgt grundsätzlich zu dem:

(i) Zeichnungsbetrag in Bezug auf Rücknahmen gemäß Artikel 17(b)(i); und

(ii) letztausgewiesenen Nettoinventarwert in Bezug auf Rücknahmen gemäß Artikel 17(b)(ii) und Artikel 17(b)(iii).

(d) Zurückgenommene Aktien werden von der Gesellschaft annulliert.

(e) Falls zu irgendeiner Zeit:

(i) eine von einem Gesellschaftsinvestor gegenüber der Gesellschaft abgegebene Zusicherung in Bezug auf den Erwerb von Stammaktien durch diesen vom Manager in irgendeiner Weise als unwahr oder unrichtig befunden wird; oder

(ii) ein Gesellschaftsinvestor seine Pflichten gegenüber der Gesellschaft nicht erfüllt und er insbesondere zugesagt hat, weitere Stammaktien zu zeichnen und dieser Zusage, innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens weitere Kapitaleinlagen zu leisten, nicht nachkommt,

ist der Manager befugt, sofern die oben aufgeführten Verstöße nicht innerhalb einer vom Manager zu bestimmenden angemessenen Frist geheilt wurden, (A) die mit einem Teil oder allen vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor bislang gezeichneten und einbezahlten Stammaktien verknüpften Vermögensrechte zeitweilig aufzuschieben oder zu beenden, oder (B) den Verkauf und die Übertragung der vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor gehaltenen Beteiligung auf einen neuen Investor zu veranlassen, zu einem Betrag, der dem in Artikel 10 beschriebenen Kaufpreis entspricht oder (C) die Zahlungszusage des vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestors zu reduzieren oder (D) die vorgenannten Möglichkeiten zu kombinieren oder solch andere Maßnahmen zu ergreifen, die er für angemessen hält.

(f) Jeder Gesellschaftsinvestor erkennt ausdrücklich die strengen Folgen eines Vertragsbruchs an, die das den Fonds errichtende "Limited Partnership Agreement" vorsieht, dass er im Vertrauen auf sein Einverständnis mit dieser Satzung als Gesellschaftsinvestor angenommen wurde und dass für den Fall, dass ein Gesellschaftsinvestor seinen Pflichten aus Artikel 17(e)(ii) nicht nachkommt, der Manager keine andere Wahl haben könnte als die Vermögensrechte in Bezug auf seine Stammaktien zu beenden, insbesondere wenn aufgrund des Verstoßes des Gesellschaftsinvestors der "General Partner" des Fonds die betroffene anteilige Beteiligung am Fonds gemäß den einschlägigen Bestimmungen des "Limited Partnership Agreements" des Fonds beendet.

Art. 18. Nettoinventarwert der Aktien.

(a) Der Nettoinventarwert einer Stammaktiender Gesellschaft (der "Nettoinventarwert") wird an jedem Bewertungstag (gemäß definiertem Begriff) in Übereinstimmung mit diesem Artikel 18 bestimmt.

(b) Der Nettoinventarwert wird als Betrag pro Aktie angegeben und in Übereinstimmung mit „Fair Valuation“ Methoden folgendermaßen ermittelt, indem:

(i) zuerst der Wert der Aktiva abzüglich Passiva der Gesellschaft bestimmt wird (unter Berücksichtigung von Anpassungen, die die Gesellschaft als notwendig oder sinnvoll erachtet);

(ii) zweitens der den Stammaktien zuzuordnende Anteil an Aktiva und Passiva im Verhältnis zu den geleisteten Kapitaleinlagen festgestellt wird. Nötigenfalls sind hierzu Anpassungen vorzunehmen, um zusätzliche Vergütungen und Ausschüttungen, die im Zusammenhang mit den Stammaktien stehen, zu berücksichtigen; und

(iii) schließlich die gesamten den Stammaktien zugeordneten Aktiva und Passiva durch die Anzahl aller Stammaktien am jeweiligen Bewertungstag geteilt werden.

(c) Die Bewertung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft wird in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen und unter Einhaltung von Artikel 5 (3) des Gesetzes von 2004 vorgenommen:

(i) flüssige Vermögenswerte werden zu deren Nominalwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet;

(ii) Investments in Zielfonds werden gemäß aktuellem Bewertungsbericht des General Partners des Zielfonds bewertet unter Berücksichtigung der zwischenzeitlich erfolgten Nettokapitalveränderungen; und

(iii) andere Investments und andere Vermögen und Vermögenswerte der Gesellschaft werden in Übereinstimmung mit den anwendbaren Grundsätzen bewertet.

(d) Falls der Manager der Ansicht ist, dass eine andere Bewertungsmethode den Wert der Vermögenswerte angemessener wiedergibt, können auch andere geeignete Bewertungsmethoden angewendet werden, falls die Umstände und Marktverhältnisse dies erfordern. Solche geeigneten Bewertungsmethoden müssen dann kohärent angewendet werden. Bewertungsmethoden werden auf konstanter Basis angewendet.

(e) Der Nettoinventarwert der Stammaktien wird den Aktionären nach dem betreffenden Bewertungstag innerhalb einer gewissen Zeitspanne am Sitz der Gesellschaft zugänglich gemacht.

(f) Die Ermittlung des Nettoinventarwertes kann jederzeit vorübergehend aufgehoben werden, sofern nach angemessener Ansicht des Managers eine faire Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft aus Gründen, die außerhalb des Einflussbereiches der Gesellschaft liegen, nicht durchführbar ist.

Art. 19. Rechnungslegungsjahr und Rechnungsprüfer.

(a) Das Rechnungslegungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres, mit Ausnahme des Rechnungslegungsjahrs das am Zeitpunkt der Gesellschaftsgründung beginnt und am 31. Dezember 2011 endet.

(b) Die Jahreshauptversammlung bestimmt einen unabhängigen Rechnungsprüfer.

(c) Die Buchhaltung der Gesellschaft richtet sich nach den „Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles“ (Lux GAAP).

Art. 20. Ausschüttungen.

(a) Auf Vorschlag des Managers legt die Jahreshauptversammlung innerhalb der gesetzlichen Vorgaben und in Bezug auf die Stammaktien fest, wie das den Stammaktien zugeordnete Ergebnis gemäß den Bestimmungen der Satzung ausgeschüttet wird.

(b) Interimsausschüttungen können für Stammaktien auf Entscheid des Managers vorgenommen werden.

(c) Der Manager beachtet die folgenden Ausschüttungsgrundsätze:

(i) Verteilbare Erträge, die aus Anlagen stammen, werden vom Manager von Zeit zu Zeit ausgeschüttet. Der Manager kann jedoch angemessene Beträge zurückhalten, die benötigt werden, um Ausgaben und andere Verpflichtungen der Gesellschaft zu begleichen beziehungsweise um Rücklagen für deren Zahlung zu bilden, einschließlich der Bezahlung von Managerbezügen oder für Reinvestitionen; und

(ii) Es besteht die Möglichkeit, dass die Gesellschaft von den Anlagen der Gesellschaft Erträge in Form von marktgängigen Wertpapieren erhält. Der Manager wird bemüht sein, solche Wertpapiere zu verkaufen und den Nettoerlös auszuschütten. Die Gesellschaftsinvestoren tragen alle damit verbundenen Marktrisiken und Kosten, die während des Veräußerungsvorganges entstehen.

(iii) Es werden keine Wertpapiere an die Aktionäre ausgeschüttet. Ausgenommen davon sind Ausschüttungen von Wertpapieren anlässlich der Liquidation der Gesellschaft oder falls dem eine einfache Mehrheit der in Bezug auf Stammaktien abgegebenen Stimmen zugestimmt hat.

(d) Ausschüttungen an die Aktionäre werden in jedem Fall im Verhältnis ihrer Kapitaleinlage vorgenommen.

Art. 21. Liquidation.

(a) Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird eine Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die entweder natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Die Liquidatoren sowie deren Befugnisse und Entschädigung werden anlässlich der Aktionärsversammlung, an der die Auflösung der Gesellschaft beschlossen wird, eingesetzt.

(b) Die Nettoerlöse aus der Liquidation werden durch die Liquidatoren an die Aktionäre gemäß den in Artikel 20 aufgeführten Regeln ausgeschüttet.

(c) Die Nettoerlöse können in Form von Sachleistungen ausgeschüttet werden.

Art. 22. Änderung der Satzung. Vorbehaltlich der vorherigen Genehmigung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, kann die Satzung von Zeit zu Zeit durch gemäß den Bestimmungen des Artikels 103 (und den entsprechenden nachfolgenden Artikeln) sowie Artikel 67-1 des Gesetzes vom 10. August 1915 zu fassenden Aktionärsbeschluss geändert

werden. Des Weiteren wird jede vorgeschlagene Änderung dieser Satzung erst gültig und wirksam, wenn sie gesondert von der einfachen Mehrheit der ausgegebenen Stammaktien genehmigt wird.

Art. 23. Anwendbares Recht. Sachverhalte, die durch die Satzung nicht geregelt sind, sind in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1915 sowie das Gesetz von 2004 festzulegen.

Art. 24. Definitionen. Die folgenden Definitionen bilden einen integralen Bestandteil der Satzung.

Aktien	Die Stammaktien und die Manager-Aktien.
Aktionäre	Die Inhaber von Stammaktien und Manager- Aktien.
Beteiligung	Die Beteiligung eines Gesellschaftsinvestors an der Gesellschaft, die seine Rechte und Pflichten in Verbindung mit den von ihm gehaltenen Stammaktien und seiner damit in Zusammenhang stehenden Nicht- Abgerufene-Zahlungszusage beinhaltet.
Bewertungstag	Der letzte Tag jedes Monats.
Gesellschaftsinvestor(en)	Personen, die aufgrund des Zeichnungsvertrags Stammaktien erworben beziehungsweise sich zum Erwerb von Stammaktien verpflichtet haben. Mit dem Manager verbundene Gesellschaften, die Stammaktien erworben oder sich zu deren Erwerb verpflichtet haben, gelten als Gesellschaftsinvestoren.
Eintrittsgebühr	Eine Gebühr, die bei einem Investor erhoben werden kann, der von der Gesellschaft nach der erstmaligen Ausgabe von Aktien zugelassen wird.
Manager-Aktie	Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben und vom Manager gezeichnet worden ist.
Nicht-Abgerufene-	Die gesamte Anzahl der Aktien, deren Erwerb ein Gesellschaftsinvestor im Rahmen des Zeichnungsvertrages zugesagt hat, abzüglich der Anzahl der Aktien, die dieser
Zahlungszusage	Gesellschaftsinvestor bereits gezeichnet und vollständig eingezahlt hat.
Stammaktien	Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben und von einem Gesellschaftsinvestor gezeichnet worden ist.
U.S. Person	Die Bedeutung des Begriffes "U.S. person" ist die, welche in "Regulation S", gemäß revidierter Fassung, des "United States Securities Act of 1933", gemäß revidierter Fassung (der "1933 Act") definiert ist, oder in einer anderen Gesetzgebung welche in den Vereinigten Staaten von Amerika anwendbar wird und welche in der Zukunft "Regulation S" oder den "1933 Act" ersetzen wird, definiert ist.
Zeichnungsvertrag	Der Vertrag, den die Gesellschaft mit jedem einzelnen Gesellschaftsinvestor in Verbindung mit der Zusage der Zeichnung einer bestimmten Anzahl an Stammaktien geschlossen hat.
Zulässiger Investor	Gemäß Artikel 2 des Gesetzes von 2004 entweder a) ein professioneller oder institutioneller Investor, b) andere Investoren, die schriftlich bestätigen, dass sie den Status eines sachkundigen Anlegers erfüllen und sich der Risiken und Renditen einer solchen Anlage gemäß dem Gesetz von 2004 vollständig bewusst sind und entweder mindestens 125.000 EUR in die Gesellschaft investieren oder sich verpflichtet haben zu investieren oder einer Untersuchung durch ein Kreditinstitut im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, durch eine Wertpapierfirma im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder durch eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG unterzogen wurden, die dem Investor genügend Sachverstand, Erfahrung und Wissen, um eine Anlage in Risikokapital abschätzen zu können, bescheinigt oder c) eine Person, die bei der Geschäftsleitung der Gesellschaft mitwirkt. Investoren, die jeweils als "U.S. person" gelten, müssen "accredited investors" gemäß Rule 501(a) der Regulation D im Securities Act und "qualified purchasers" gemäß U.S. Investment Company Act sein.

Kosten

Die Kosten welche von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind, belaufen sich auf circa 4,000 EUR.

Zeichnung und Zahlung

Die Zeichner haben die folgende Anzahl an Aktien gezeichnet und die folgenden Beträge eingezahlt:

	Gezeichnetes Kapital	Eingezahlter Betrag	Anzahl der Aktien
1) Partners Group Management II, S.à r.l., vorgenannt	46,000 USD	46,000 USD	4,600,000 Manager- Aktien
2) Partners Group Management II, S.à r.l., vorgenannt	0,01 USD	1,000 USD	1 Stammaktie
3) Partners Group Finance USD IC Limited, vorgenannt	0,01 USD	1,000 USD	1 Stammaktie
Total	46.000,02 USD	48,000 USD	

Der Nachweis der Einzahlung wurde dem amtierenden Notar erbracht.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Aktionäre

Die oben genannten Personen, stellvertretend für das gesamte gezeichnete Kapital und sich als gültig versammelt erachtend, sind umgehend dazu übergegangen, eine Aktionärsversammlung abzuhalten.

I. Zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer ist ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, RCS Luxembourg B 65477.

Das Mandat endet am Tag der Jahreshauptversammlung in 2012.

II. Der Gesellschaftssitz wird auf 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, festgelegt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der oben erschienenen Person die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst worden ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Wunsch derselben erschienenen Person soll, im Falle eines Abweichens des englischen und deutschen Textes, die englische Version maßgebend sein.

Worüber vorliegende Urkunde, in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokumentes aufgeführten Tag, ausgestellt wurde.

Die Urkunde wurde der erschienenen Person vorgelesen, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, die erschienene Person unterzeichnete zusammen mit uns, dem Notar, die vorliegende Original-Urkunde.

Gezeichnet: S. NUMMELA und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 juin 2011. Relation: LAC/2011/25940. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 8. Juni 2011.

Référence de publication: 2011079457/845.

(110088369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

MFountain Selected Fund Series, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 129.619.

In the year two thousand and eleven, on the twentieth day of the month of May.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

JAPAN FUND MANAGEMENT (Luxembourg) S.A., a société anonyme incorporated under Luxembourg law, with registered office at 1B, rue Gabriel Lippmann, L5365 Munsbach, acting in its own name but on behalf of "ML SELECTED FUND SERIES - Mizuho Lazard Global Infrastructure Fund for Qualified Institutional Investors", a sub-fund of "ML SELECTED FUND SERIES", a mutual investment fund (fonds commun de placement) authorized under Part II of the Luxembourg law of 17th December 2010 relating to undertakings for collective investment, represented by Me Joachim Cour, Avocat, residing professionally in Luxembourg pursuant to a proxy dated 12th May 2011 (such proxy to be registered together with the present deed), being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of MFOUNTAIN SELECTED FUND SERIES, a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed of the notary Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem on 6th July 2007 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1598 of 31st July 2007 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 129.619 (the "Company").

The appearing party requested the notary to record that:

I. The Sole Shareholder holds all the fifty-five thousand five hundred and three (55,503) shares in issue of the Company, so that decisions recorded below can validly be taken.

II. The Sole Shareholder, represented as above mentioned, has recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

- 1 To resolve upon the dissolution and the liquidation of the Company;
- 2 To appoint Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A., with registered office at 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, represented by Junichi ISHII, as liquidator of the Company (the "Liquidator");
- 3 To determine the powers to be given to the Liquidator and the remuneration of the Liquidator;
- 4 To instruct the Liquidator to effect payment of liquidation proceeds in cash;
- 5 Miscellaneous.

III. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVED TO dissolve and put the Company into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVED TO appoint Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A., with registered office at 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, represented by Junichi ISHII, as liquidator of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVED THAT, in performing his duties in accordance with the Luxembourg laws of 10 August 1915 on commercial companies (as amended) and 13 February 2007 on specialized investment funds (as amended) (together, the "Laws"):

- the Liquidator shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company and its assets, whatever the nature or size of the operation;
- the Liquidator shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant;
- the Liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition;
- the Liquidator may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the Laws, redeem shares issued by the Company;
- the Liquidator may under its own responsibility pay advances on the liquidation profits in cash;
- the Liquidator may under its own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxy holders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions;
- the Company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the Liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

The Sole Shareholder further RESOLVED THAT the Liquidator shall not receive any remuneration for the performance of his duties.

Fourth resolution

The Sole Shareholder RESOLVED TO instruct the Liquidator to effect payment of the liquidation proceeds in cash.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed, together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingtième jour du mois de mai.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

JAPAN FUND MANAGEMENT (Luxembourg) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, agissant en son propre nom, mais pour le compte de «ML SELECTED FUND SERIES - Mizuho Lazard Global Infrastructure Fund for Qualified Institutional Investors», un compartiment de «ML SELECTED FUND SERIES», un fonds commun de placement soumis à la Partie II de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, ici représentée par Maître Joachim Cour, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 12 mai 2011 (ladite procuration devant être enregistrée avec le présent acte), étant l'actionnaire unique (l'«Actionnaire Unique») de MFOUNTAIN SELECTED FUND SERIES, une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé régie par les lois de Luxembourg, ayant

son siège social au 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, constituée à Luxembourg par acte du notaire Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 6 juillet 2007 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1598 en date du 31 juillet 2007 et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro B 129.619 (la «Société»).

La partie comparante a prié le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'Actionnaire Unique détient la totalité des cinquante-cinq mille cinq cent trois (55.503) actions en émission de la Société de sorte que les décisions actées ci-après peuvent valablement être prises.

II. L'Actionnaire Unique, représenté tel que mentionné ci-dessus, reconnaît avoir été pleinement informé des résolutions devant être adoptées sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1 Décider de la dissolution et de la liquidation de la Société;
 - 2 Nommer Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A., ayant son siège social au 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, représentée par Junichi ISHII, en tant que liquidateur de la Société (le «Liquidateur»);
 - 3 Fixer les pouvoirs à attribuer au Liquidateur ainsi que sa rémunération;
 - 4 Instruire le Liquidateur de procéder au paiement du boni de liquidation en espèces;
 - 5 Divers.
- III. L'Actionnaire Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique A DÉCIDÉ DE dissoudre et placer la Société en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique A DÉCIDÉ DE nommer Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A., ayant son siège social au 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, représentée par Junichi ISHII, en tant que liquidateur de la Société.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique A DÉCIDÉ qu'en exerçant ses fonctions conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée) et la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (telle que modifiée) (ensemble, les«Lois»):

- le Liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société et ses actifs, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question;
- le Liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur;
- le Liquidateur pourra renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il pourra accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition;
- le Liquidateur pourra, au nom et pour le compte de la Société et conformément aux Lois, racheter des actions émises par la Société;
- le Liquidateur pourra, sous sa propre responsabilité, payer à l'Actionnaire Unique des avances en espèces sur le boni de liquidation;
- le Liquidateur pourra, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixera, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers;
- le Liquidateur pourra valablement et sans limitation engager la Société envers des tiers par sa seule signature, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

L'Actionnaire Unique A en outre DÉCIDÉ que le Liquidateur ne percevra aucune rémunération pour l'accomplissement de ses fonctions.

Quatrième résolution

L'Actionnaire Unique A DÉCIDÉ d'instruire le Liquidateur d'effectuer les paiements du boni de liquidation en espèces.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au jour mentionné ci-dessus.

Après lecture du présent acte faite à la comparante, connue du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: J. COUR - H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 mai 2011. Relation: LAC/2011/24868. Reçu douze euros (12,00 EUR).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt.

Luxembourg, le douze juillet de l'an deux mille onze.

Référence de publication: 2011098555/136.

(110111978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2011.

Partners Group Asia-Pacific 2011 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 161.269.

Im Jahre zweitausendundelf, am zwanzigsten Juli.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Sérgio RAPOSO, Privatangestellter, beruflich ansässig in L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

Dieser Erschienenen, welcher als Vertreter der beiden Aktionäre der PARTNERS GROUP ASIA-PACIFIC 2011 S.C.A. SICAR handelt, aufgrund von zwei Vollmachten welcher der Gründungsurkunde beigelegt sind und von welchen eine Kopie dieser Urkunde beigelegt bleibt, ersucht den Notar Folgendes zu beurkunden und zu berichtigen:

Unter der Rubrik ZEICHNUNG UND EINZAHLUNG wurde irrtümlicherweise in der Kolonne „Gezeichnetes Kapital“ unter Punkt 2) und 3) 0,001 USD angegeben an Stelle von 1.000,- USD .

Die Gründungsurkunde vom 27. Mai 2011 wird somit weil folgt berichtigt:

Die Rubrik ZEICHNUNG UND EINZAHLUNG lautet wie folgt:

Deutsche Fassung:

„Zeichnung und Zahlung

Die Zeichner haben die folgende Anzahl an Aktien gezeichnet und die folgenden Beträge eingezahlt:

	Gezeichnetes Kapital	Eingezahlter Betrag	Anzahl der Aktien
1) Partners Group Management II, S.à r.l., vorgeannt	46.000 USD	46.000 USD	4.600.000 Manager-Aktien
2) Partners Group Management II, S.à r.l., vorgeannt	1.000 USD	1.000 USD	1 Stammaktie
3) Partners Group Finance USD IC Limited, vorgeannt	1.000 USD	1.000 USD	1 Stammaktie
Total	48.000 USD	48.000 USD	

Der Nachweis der Einzahlung wurde dem amtierenden Notar erbracht.“

Englische Fassung:

“Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereinafter:

	Subscribed capital	Paid-in amount	Number of shares
1) Partners Group Management II S.à r.l., prenamed	USD 46,000	USD 46,000	4,600,000 Manager Shares
2) Partners Group Management II S.à r.l., prenamed	USD 1,000	USD 1,000	1 Ordinary Share
3) Partners Group Finance USD IC Limited, prenamed	USD 1,000	USD 1,000	1 Ordinary Share
Total	USD 48,000	USD 48,000	

Evidence of the above payment has been given to the undersigned notary.“

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. RAPOSO und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 juillet 2011. Relation: LAC/2011/33556. Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 28. Juli 2011.

Référence de publication: 2011107963/50.

(110123960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

CVI GVF Luxembourg Eight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 130.766.

CVI GVF Luxembourg Five S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 130.764.

—
VERSCHMELZUNGSPLAN

Im Jahre zweitausendundelf, am achtundzwanzigsten Juli.

Sind erschienen:

1) die Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts CVI GVF LUXEMBOURG EIGHT S.à r.l., mit Sitz in L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“) unter Sektion B, Nummer 130.766, gegründet gemäß Urkunde vom 24. Juli 2007 aufgenommen durch Notar Joseph ELVINGER, mit dem Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial, Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Recueil des Sociétés et Associations C, Nummer 2115 vom 27. September 2007. Die Satzung wurde durch Urkunde vom 9. Mai 2011, aufgenommen durch Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, veröffentlicht im Mémorial, Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Recueil des Sociétés et Associations C, Nummer 1591 vom 16. Juli 2011, geändert.

2) die Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts CVI GVF LUXEMBOURG FIVE S.à r.l., mit Sitz in L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“) unter Sektion B, Nummer 130.764, gegründet gemäß Urkunde vom 24. Juli 2007 aufgenommen durch Notar Joseph ELVINGER, mit dem Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial, Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Recueil des Sociétés et Associations C, Nummer 2104 vom 26. September 2007. Die Satzung wurde bis zum heutigen Datum nicht abgeändert.

Die Erschienenen handeln aufgrund von Beschlüssen der beiden vorgenannten Gesellschaften, welche Ihr durch Protokolle der jeweiligen Geschäftsführungen vom 20. Juli 2011 erteilt wurden.

Die Erschienenen ersuchen zu beurkunden dass:

1. die Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts CVI GVF LUXEMBOURG EIGHT S.à r.l., mit Sitz in L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“) unter Sektion B, Nummer 130.766, mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) pro Anteil, Eigentümerin ist von allen Anteilen (100%) und aller Stimmrechte der Gesellschaft mit beschränkter Haftung CVI GVF LUXEMBOURG FIVE S.à r.l., mit Sitz in L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“) unter Sektion B, Nummer 130.764 mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) pro Anteil.

Es wurden keine anderen Rechte oder Rechtstitel, welche Stimmrechte oder andere sonstige Rechte verleihen, von den erwähnten Gesellschaften (hier noch als verschmelzende Gesellschaften bezeichnet) gewährt oder ausgestellt.

2. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts CVI GVF LUXEMBOURG FIVE S.à r.l. (die Gesellschaft wird auch noch als aufgenommene Gesellschaft bezeichnet) beabsichtigt, sich gemäß Artikel 278 und 279 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften mit der Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts CVI GVF LUXEMBOURG EIGHT S.à r.l., (welche auch noch als aufnehmende Gesellschaft bezeichnet wird), durch Aufnahme zu verschmelzen.

3. Der Stichtag, ab dem die Geschäftshandlungen der aufgenommenen Gesellschaft unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung als für Rechnung der aufnehmenden Gesellschaft als vorgenommen gelten, wird auf den 1. Juni 2011 festgelegt.

4. Keinen besondere Vorteile werden den Geschäftsführern der verschmelzenden Gesellschaften gewährt.

5. Die Verschmelzung zwischen den Parteien wird einen Monat, nach der Offenlegung des Verschmelzungsplans im Mémorial C, gemäß Artikel 9 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften, in Kraft treten.

6. Jeder Anteilinhaber der aufnehmenden Gesellschaft hat einen Monat nach der Offenlegung dieses Verschmelzungsplans im Mémorial C das Recht, die im Artikel 267 Absatz (1) a.) b.) und c.) des Gesetzes über die Handelsgesellschaften genannten Unterlagen einzusehen und eine vollständige kostenfreie Kopie auf Anfrage zu erhalten.

7. Ein oder mehrere Anteilhaber der aufnehmenden Gesellschaft, welche(r) mindestens 5% der Aktien des gezeichneten Kapitals verfügen, haben das Recht, bis zum Tag nach der Hauptversammlung der aufgenommenen Gesellschaft die Einberufung der Hauptversammlung der aufnehmenden Gesellschaft zu fordern, die über die Zustimmung zur Verschmelzung zu beschließen hat. Die Versammlung muss so einberufen werden, dass sie im Monat der Antragstellung stattfindet.

8. Sollte weder eine Einberufung noch eine Ablehnung des Verschmelzungsplans durch die Anteilhaber erfolgen, so wird die Verschmelzung wie oben in Punkt 5 erwähnt gemäß Artikel 274 und insbesondere Absatz a) des Gesetzes über die Handelsgesellschaften in Kraft treten.

9. Die verschmelzenden Gesellschaften werden gemäß den gesetzlichen Vorschriften alle Steuererklärungen, welche sich aus der endgültigen Einbringung der Einlagen ergeben, einreichen und diese nach deren Bescheiden begleichen.

10. Es wird vollständige Entlastung den Geschäftsführern der aufgenommenen Gesellschaft erteilt.

11. Die Geschäftsunterlagen der aufgenommenen Gesellschaft werden am Sitz der aufnehmenden Gesellschaft während der vorgesehenen rechtlichen Frist aufbewahrt.

12. Formalitäten:

Die aufnehmende Gesellschaft:

a. wird alle rechtlichen Formalitäten zur Veröffentlichung der Einlage, die bei der Verschmelzung entstehen, abwickeln.
b. wird alle notwendigen Vorkehrungen treffen, um die Erklärungen einzureichen, sowie die Formalitäten zu erledigen, damit die zu verschmelzenden Aktiva unter deren Namen erscheint.

c. wird alle notwendigen Vorkehrungen treffen damit die Übertragung aller zugeführten Sach- und Vermögenswerte, sowie Rechte gegenüber Dritten, wirksam werden.

d. wird die Übertragung industrieller oder geistiger Eigentumsrechte, sowie anderer dinglicher Rechte an beweglichen oder unbeweglichen Sachwerten oder Vermögen, falls vorhanden, gegenüber Dritten gemäß den entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen vornehmen.

13. Übergabe der Wertpapiere: Nach Vollendung der Verschmelzung wird die aufgenommene Gesellschaft der aufnehmenden Gesellschaft alle originalen Gründungsurkunden und Änderungen übergeben, sowie alle Buchhaltungsunterlagen und sonstige buchhalterische Unterlagen, alle Eigentumsrechte oder Urkunden über Besitz von jeder Aktiva, alle Belege über ausgeführten Transaktionen, alle Wertpapiere und Verträge (Darlehens-, Arbeits- und Treuhandverträge), Archive, alle Belege und andere Dokumente die im Bezug mit den aufgenommenen Rechten stehen, aushändigen.

14. Rechtskosten: Alle Rechts- und Honorarkosten, die bei der Verschmelzung anfallen, werden von der aufnehmenden Gesellschaft übernommen.

15. Die aufnehmende Gesellschaft wird alle eventuellen Steuerschulden tilgen.

Dies sind die Bestimmungen des Verschmelzungsplans.

Für CVI GVF LUXEMBOURG EIGHT S.à r.l. / Für CVI GVF LUXEMBOURG FIVE S.à r.l.

Unterschrift / Unterschrift

Référence de publication: 2011108326/89.

(110122813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2011.

Petsitting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6832 Betzdorf, 13, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 139.718.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011110393/9.

(100145577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2010.

Banking Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 72.120.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la dénomination de la société figurant à la première ligne de l'en-tête de la publication, dans le Mémorial C n° 1511 du 8 juillet 2011, page 72528:

- au lieu de: «BSL, Banking Services Luxembourg S.A., Société Anonyme.»,

- lire: «Banking Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.»

Il y a lieu de corriger aussi le nom de la société dans le sommaire dudit Mémorial, à la page 72481:

- au lieu de: «Banking Services Luxembourg S.A.»,

- lire: «Banking Services Luxembourg S.à r.l.»

Référence de publication: 2011110392/14.

Partners Group Secondary 2011 (EUR) S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 161.270.

Im Jahre zweitausendundelf, am zwanzigsten Juli.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Sérgio RAPOSO, Privatangestellter, beruflich ansässig in L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

Dieser Erschienene, welcher als Vertreter der beiden Aktionäre PARTNERS GROUP SECONDARY 2011 (EUR) S.C.A. SICAR handelt, aufgrund von zwei Vollmachten welcher der Gründungsurkunde beigefügt sind und von welchen eine Kopie dieser Urkunde beigefügt bleibt, ersucht den Notar Folgendes zu beurkunden und zu berichtigen:

Unter der Rubrik ZEICHNUNG UND EINZAHLUNG wurde irrtümlicherweise in der Kolonne „Gezeichnetes Kapital“ unter Punkt 2) und 3) 0,001 USD angegeben an Stelle von 1.000,- USD .

Die Gründungsurkunde vom 27. Mai 2011 wird somit wie folgt berichtigt:

Die Rubrik ZEICHNUNG UND EINZAHLUNG lautet wie folgt:

Deutsche Fassung:

„Zeichnung und Zahlung

Die Zeichner haben die folgende Anzahl an Aktien gezeichnet und die folgenden Beträge eingezahlt:

	Gezeichnetes Kapital	Eingezahlter Betrag	Anzahl der Aktien
1) Partners Group Management II, S.à r.l., vorgeannt	31.000 EUR	31.000 EUR	3.100.000 Manager-Aktien
2) Partners Group Management II, S.à r.l., vorgeannt	1.000 EUR	1.000 EUR	1 Stammaktie
3) Partners Group Finance EUR IC Limited, vorgeannt	1.000 EUR	1.000 EUR	1 Stammaktie
Total	33.000 EUR	33.000 EUR	

Der Nachweis der Einzahlung wurde dem amtierenden Notar erbracht.“

Englische Fassung:

“Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereinafter:

	Subscribed capital	Paid-in amount	Number of shares
1) Partners Group Management II S.à r.l., prenamed	EUR 31,000	EUR 31,000	3,100,000 Manager Shares
2) Partners Group Management II S.à r.l., prenamed	EUR 1,000	EUR 1,000	1 Ordinary Share
3) Partners Group Finance EUR IC Limited, prenamed	EUR 1,000	EUR 1,000	1 Ordinary Share
Total	EUR 33,000	EUR 33,000	

Evidence of the above payment has been given to the undersigned notary.”

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. RAPOSO und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 juillet 2011. Relation: LAC/2011/33557. Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 28. Juli 2011.

Référence de publication: 2011107964/50.

(110124024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Sunless Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 161.088.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendelf, den elften Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitze zu Niederanven.

Sind erschienen:

1° Herr Denis SKUPIN geborener KOCH, selbständiger Unternehmer und Volljurist, geboren zu Bad Oeynhausen (Deutschland), am 16. Juni 1972, wohnhaft zu D-54317 Morscheid, 33A, Im Kirtel (Deutschland);

2° Frau Vitalija WENDT-SKUPIN geborene JASCUK, Angestellte, geboren zu Bystri (Ukraine), am 17. Mai 1975, wohnhaft zu D54317 Morscheid, 33A, Im Kirtel (Deutschland).

Vorbenannte Personen ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu dokumentieren.

Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck Kapital

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine anonyme Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung:

"Sunless Europe S.A."

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Massnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung von einer derartigen Verlegung hat durch die Organe zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck jedwelche Beteiligung an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie Übertragung durch Verkauf, Wechsel oder auf andere Art von Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schuldforderungen, Scheinen und anderen Werten aller Art, der Besitz, die Verwaltung und Verwertung ihres Wertpapierbestandes.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Entwicklung jeder finanziellen, industriellen oder kommerziellen Gesellschaft beteiligen und ihnen alle Mithilfe geben, sei es durch Kredite, Garantien, oder auf andere Art und Weise an verbundene Gesellschaften. Die Gesellschaft kann auf jede Art Darlehen und Unterstützung geben an verbundene Gesellschaften.

Sie kann alle Kontrollen und Aufsichtsmaßnahmen durchführen und jede Art von finanziellen, beweglichen und unbeweglichen, kommerziellen und industriellen Operationen machen, welche sie für nötig hält zur Verwirklichung und Durchführung ihres Zweckes.

Eine eigene Handelstätigkeit außerhalb des Gesellschaftszweckes ist der Gesellschaft verwehrt.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,-) eingeteilt in einhundert (100) Aktien mit einem Nominalwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310,-) pro Aktie.

Die Aktien sind Inhaber- oder Namensaktien, je nach Wahl des Aktionärs, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form der Namensaktien vorsieht.

Nach Wunsch der Aktionäre können Einzelaktien oder Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf Ihrer eigenen Aktien schreiten, unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann ebenfalls das Gesellschaftskapital erhöht oder erniedrigt werden.

Verwaltung - Überwachung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen, welche von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt werden, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates frei, so können die verbleibenden Mitglieder das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der erste Vorsitzende wird von der Generalversammlung gewählt. Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgaben.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax abgeben. Fernschreiben, Telegramme und Telefaxe müssen schriftlich bestätigt werden.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratsitzung gefasster Beschluss.

Art. 8. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 10. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 11. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen. Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorhergehenden Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Ausnahmsweise wird das erste delegierte Verwaltungsratsmitglied durch die Generalversammlung ernannt.

Art. 12. Die Generalversammlung legt die Zeichnungsberechtigung fest.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von der Generalversammlung ernannte Kommissare überwacht, die ihre Zahl und ihre Vergütung festlegt.

Die Dauer der Amtszeit der Kommissare, wird von der Generalversammlung festgelegt. Sie kann jedoch sechs Jahre nicht überschreiten.

Generalversammlung

Art. 14. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt mittels den gesetzlich vorgesehenen Bestimmungen.

Art. 15. Die jährliche Generalversammlung tritt in dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am zweiten Freitag des Monats Mai um 11.00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 16. Der Verwaltungsrat oder der oder die Kommissare können eine aussergewöhnliche Generalversammlung einberufen. Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens (20%) zwanzig Prozent des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Die Stimmabgabe bei der Abstimmung anlässlich dieser ausserordentlichen Generalversammlungen kann per Prokura oder per Brief, Telex, Fax usw. erfolgen.

Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme, mit Ausnahme der gesetzlichen Einschränkungen.

Art. 17. Jede ordentliche oder ausserordentliche Generalversammlung kann nur gültig über die Tagesordnung befinden, wenn die Gesellschafter in den gesetzlich vorgesehenen Verhältnissen anwesend oder vertreten sind.

Geschäftsjahr - Gewinnbeteiligung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Der Verwaltungsrat erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Verwaltungsrat legt den Kommissaren die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung vor.

Art. 19. Der Bilanzüberschuss stellt nach Abzug der Unkosten und Abschreibungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar. Von diesem Gewinn sind 5% (fünf Prozent) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Mit Zustimmung des Kommissars und unter Beachtung der diesbezüglichen Vorschriften, kann der Verwaltungsrat Zwischendividenden ausschütten.

Die Generalversammlung kann beschliessen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie die Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, vorzeitig oder am Ende ihrer Laufzeit, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sind und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie auf die späteren Änderungen.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Vorübergehende Bestimmungen

- Die erste ordentliche Generalversammlung der Gesellschafter findet im Jahre 2012 statt.
- Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2011.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf eintausenddreihundert Euro (EUR 1.300,-).

Kapitalzeichnung

Die einhundert (100) Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

1.- Herr Denis SKUPIN geborener KOCH, vorgeannt,	60
2.- Frau Vitalija WENDT-SKUPIN geborene JASCUK, vorgeannt,	40
Total: einhundert Aktien	100

Sämtliche Aktien wurden zu fünfundzwanzig Prozent (25 %) in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ab heute die Summe von siebentausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 7.750,-) zur Verfügung steht, worüber dem Notar der Nachweis erbracht wurde.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammen gefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird festgelegt auf drei, diejenige der Kommissare wird festgelegt auf einen.
- 2.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden mit der ordentlichen Jahresgeneralversammlung des Jahres 2016.
- 3.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - Herr Denis SKUPIN geborener KOCH, selbständiger Unternehmer und Volljurist, geboren zu Bad Oeynhausen (Deutschland), am 16. Juni 1972, wohnhaft zu D-54317 Morscheid, 33A, Im Kirtel (Deutschland);
 - Herr Hans Jörg JOOST, Finanzmakler, geboren zu Trier (Deutschland), am 18. Mai 1968, wohnhaft zu D-54296 Trier, JosefHarnisch-Strasse 13 (Deutschland);
 - Frau Vitalija WENDT-SKUPIN geborene JASCUK, Angestellte, geboren zu Bystri (Ukraine), am 17. Mai 1975, wohnhaft zu D-54317 Morscheid, 33A, Im Kirtel (Deutschland).
- 4.- Zum delegierten Verwaltungsratsmitglied des Verwaltungsrates wird ernannt:

Herr Denis SKUPIN geborener KOCH, selbständiger Unternehmer und Volljurist, geboren zu Bad Oeynhausen (Deutschland), am 16. Juni 1972, wohnhaft zu D-54317 Morscheid, 33A, Im Kirtel (Deutschland).

Die Gesellschaft wird nach aussen verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates.

5.- In Ausführung von Artikel 7 der Satzung wird Herr Denis SKUPIN geborener KOCH, vorbenannt, zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates gewählt.

6.- Zum Kommissar wird ernannt:

Die Gesellschaft ACCOUNT DATA EUROPE S.A., mit Sitz in L6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves, RCS Luxembourg B 70.580.

7.- Der Gesellschaftssitz befindet sich auf folgender Adresse:

L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Senningerberg, im Jahre, Monat und Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchliche Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Denis Skupin, Vitalija Wendt-Skupin, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 16 mai 2011. LAC/2011/22268. Reçu 75.- €.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Für gleichlautende Kopie ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 25. Mai 2011.

Référence de publication: 2011074235/178.

(110082685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

QGX Coal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.918.394,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 138.487.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 1^{er} juin 2011 que:

1. Monsieur Thomas Lui Man Shing, résident 979 Devon House, Taikoo Place, Kings Road, Hong Kong, a démissionné de sa fonction de gérant de la société avec effet au 1^{er} juin 2011.

2. Monsieur Battsengel Gotov, né le 24 novembre 1972 à Ulaanbaatar, Mongolie et résident Apartment 11, Building 45, Erel Town, 1st Housing Committee, Khan-Uul District, Ulaanbaatar, Mongolie a été nommé gérant en son remplacement avec effet au 1^{er} juin 2011 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2011077955/17.

(110086318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

Lux-Finitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5451 Stadtbredimus, 41, Dicksstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 108.817.

Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} mars 2011

La société à responsabilité limitée "LUX-FINITIONS S.à r.l." avec siège social à L-5451 Stadtbredimus, 41, Dicksstrooss, Ici dûment représentée par son gérant administratif et associé majoritaire, Monsieur REIS Carlos, demeurant à L-5630 Mondorf-les-bains, décide:

1.- d'accepter:

La démission de Monsieur CONTI Daniel, demeurant à F-54440 Herserange, 7 rue de Mauleuge, de sa fonction de gérant technique de LUX-FINITIONS S.à r.l., avec effet au 31/03/2010.

2.- de nommer:

Gérant Technique de la société LUX-FINITIONS S.à r.l., Monsieur CASTRONOVO Angelo demeurant à B-6790 Aubange, 80, rue de Longwy.

Cette décision prend effet à partir d'aujourd'hui.

Stadtbredimus, le 1^{er} mars 2011.

Pour extrait conforme

REIS Carlos

Référence de publication: 2011081126/21.

(110090060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Guimauve & Chocolat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 36-38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 161.061.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le deux mai,

par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu

Monsieur Philippe Henri CLARAMUNT, commerçant, né à Carpentras, France, le 19 avril 1968, demeurant à L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "GUIMAUVE & CHOCOLAT S.à r.l." (la "Société").

Art. 2. Objet. La Société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques.

La Société peut réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, mobilières ou immobilières qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

La Société peut ouvrir des agences ou succursales soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision du gérant unique ou du conseil de gérance. Au cas où le conseil de gérance ou le gérant estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 5. Capital Social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas, avec l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social au moins. En cas d'augmentation de capital par apport en espèces, l' (les) associé (s) existant(s) a (ont) un droit de souscription préférentiel, proportionnellement à la partie du capital qui représente ses (leurs) parts sociales.

Art. 7. Parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices et dans tout l'actif social de la Société et a une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires des associés.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Toutes les parts émises seront inscrites au registre des associés qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; ce registre contiendra le nom de chaque associé, son adresse ou siège social.

Tout transfert de parts conformément à l'article 8 ci-après, sera inscrit au registre des associés.

Art. 8. Transfert de parts. Lorsque la Société est composée d'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément des autres actionnaires représentant les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Les créanciers ou ayants-droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 9. Faillite ou Déconfiture d'un associé. La faillite ou déconfiture ou tout autre événement similaire affectant l'associé unique ou l'un quelconque des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 10. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, lesquels fixeront leur nombre et la durée de leur mandat, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués librement à tout moment et sans motif par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 11. Réunions du conseil de gérance. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci formeront un conseil de gérance. Le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance et les assemblées générales des associés; en son absence les associés ou le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes ou représentées un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. La convocation indiquera l'heure et le lieu de la réunion et contiendra l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance, ni si tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion et qu'ils déclarent avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, télécopie ou e-mail ou tout autre moyen de communication similaire un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plus d'un de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité mais au moins deux des gérants sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 12. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président du conseil de gérance ou par deux gérants ou par toute autre personne dûment nommée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 13. Pouvoirs du conseil de gérance. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus larges (à l'exception des pouvoirs qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'associé unique ou à l'assemblée générale des associés, selon le cas) pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés par la loi expressément à l'associé unique ou à l'assemblée générale des associés, selon le cas, sont de la compétence du conseil de gérance.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le conseil de gérance peut conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions déterminées de façon permanente ou temporaire, y compris la gestion journalière de la Société, à des personnes ou agents de son choix.

Art. 15. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux quelconques gérants ou par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le gérant unique ou les gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Décisions de l'associé unique ou des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises lors d'une assemblée générale des associés ou, dans le cas où la Société comporte moins de vingt-cinq associés, par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par lettre recommandée. Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 17. Décisions. Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés seront établies par écrit et consignées dans un registre. Les votes des associés ainsi que les procurations seront annexés aux procès-verbaux.

Art. 18. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 19. Bilan. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Les comptes annuels et le compte de profit et perte sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés.

Les livres et les comptes de la Société peuvent être audités par une société d'audit, nommée par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés selon le cas.

Art. 20. Répartition des bénéfices. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou, selon le cas, l'assemblée générale des associés, sans préjudice du pouvoir du conseil de gérance de payer des acomptes sur dividendes dans les limites permises par la loi.

Art. 21. Dissolution, Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, nommés par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateurs aura (auront) les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du paiement du passif sera distribué aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 22. Modification des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés de temps en temps par une assemblée générale des associés décidant selon les conditions de quorum et de majorité prévues par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 23. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Libération

Les cinq cents (500) parts sociales sont toutes souscrites par Monsieur Philippe Henri CLARAMUNT, prénommé.

Les parts ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné par un certificat bancaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2011.

84945

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Résolutions

Et aussitôt après la constitution de la Société, l'associé unique représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé à L-1660 Luxembourg, 36-38, Grand-Rue.
2. L'associé unique décide de fixer le nombre de gérants à un (1) et de nommer comme gérant unique pour une durée illimitée Monsieur Philippe Henri CLARAMUNT, commerçant, né à Carpentras, France, le 19 avril 1968, demeurant à L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour.

Avertissement

Le notaire a attiré l'attention du comparant sur le fait que la Société doit obtenir une autorisation d'établissement de la part des autorités administratives compétentes en rapport avec son objet social avant de commencer son activité commerciale, avertissement que le comparant reconnaît avoir reçu.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an qu'en tête des présentes. Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: H. CLARAMUNT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 mai 2011. LAC/2011 /20016. Reçu soixante quinze euros €75,-

Le Receveur (signé): SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 16 mai 2011.

Jöelle BADEN.

Référence de publication: 2011074686/179.

(110082116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

Santemedia Management N°2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 88.083.

Extrait rectificatif pour le dépôt L110084324

Une erreur s'est produite lors du dépôt enregistré en date du 31 mai 2011 sous la référence L110084324. Le changement d'adresse de la Société, intervenant suite à un changement de dénomination de rue, est effectif à compter du 1^{er} décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2011.

Pour Santemedia Management n°2 S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011077979/16.

(110086390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

Duet Trust and Fiduciary Services S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 89.325.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique de la Société du 10 juin 2011, que les administrateurs suivants ont été révoqués de leurs fonctions avec effet immédiat:

- Monsieur Emmanuel Aim demeurant à 30, rue d'Astorg, F-75008 Paris;
- Monsieur Henry Gabay demeurant à 41, Lowendes Street, GB-SW1X 9HX Londres et;
- Monsieur Alain Schibl demeurant à 16, Bolton Court, 216 222, Old Brompton Road, GB-SW50BZ Londres.

Ont été nommés en leur remplacement avec effet immédiat et pour une période de six (6) années:

- Monsieur Alexander Schmid demeurant à 19, Dammstrasse, CH-6300 Zug (Suisse);
 - Monsieur Driss Benkirane demeurant à 34, St. James's St., GB-SW1A 1HD Londres (Royaume Uni)
- et;

- Monsieur Neil Ross demeurant à 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2011.

Référence de publication: 2011081311/21.

(110091278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2011.

Forum Vitae, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4545 Differdange, 8, rue Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg F 8.704.

L'article 2 des statuts a été modifié comme ci-dessous:

Art. 2: Siège social. Son siège social est établi au Luxembourg, à l'adresse suivante: 8, rue Pierre Dupong, L-4545 Differdange.

Dans le cas d'un changement de siège social, l'acte de modification de celui-ci est, conformément à la loi, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Toute modification du siège social est de la compétence exclusive du conseil d'administration.

Référence de publication: 2011078970/13.

(110087014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

Equitable S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 72.464.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement du 28/04/2011, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société Equitable S.A., avec siège social à L-2220 Luxembourg, 560a, rue de Neudorf, de fait inconnue à cette adresse. Ce même jugement a ordonné la publication du dispositif par extrait au Mémorial. Il a également mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Zouhair KECHOUTE.

Référence de publication: 2011078240/15.

(110086996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

Manwin Freesites Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.056.

L'an deux mille onze,

le vingt et un avril,

Pardevant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard

A comparu:

"MANWIN LICENSING INTERNATIONAL SARL", ayant son siège social au 49, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, domicilié professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg le 21 avril 2011.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce que suit:

- La comparante est le seul associé de la société à responsabilité limitée "MANWIN FREESITES S. à r.l.", R.C.S. Luxembourg N° B 159056, ayant son siège social à Luxembourg au 49, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, constituée par acte de Maître Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 17 janvier 2011.

- Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,00) représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

- L'objet social est modifié.

En conséquence, l'article 2 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir et mettre en valeur tous droits de propriété intellectuelle (brevets, noms de domaine, etc.) et autres droits en dérivant ou les complétant.

La société pourra aussi contracter des emprunts et accorder des garanties et sûretés pour ces emprunts. Elle peut accorder toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties aux sociétés dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe. La société pourra également contracter des emprunts auprès de tiers.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société pourra faire, en outre, toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Suit la traduction en langue anglaise de la modification statutaire:

Art. 2. The object of the company is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The company may acquire and manage all intellectual property rights (patents, domain names, etc.) and other rights deriving therefrom or complementary thereto.

The company may also contract loans and grant guarantees and securities for such loans. It can grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group. The company may also contract such loans from third parties.

The company may by way of contribution, subscription, option, sale or by any other way, acquire movables of all kinds and may realize them by way of sale, exchange, transfer or otherwise.

The company may moreover carry out any commercial, industrial or financial operations, in respect of either moveable or immovable property, that it may deem of use in the accomplishment of its object."

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 avril 2011. Relation: EAC/2011/5452. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011076278/55.

(110084918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

GPA Gestion de Participations Actionnaires S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 82.950.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement du 28.04.2011, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société GPA Gestion de Participations Actionnaires S.A., avec siège social à L-2220 Luxembourg, 560a, rue de Neudorf, de fait inconnue à cette adresse. Ce même jugement a ordonné la publication du dispositif par extrait au Mémorial. Il a également mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Zouhair KECHOUTE.

Référence de publication: 2011078259/15.

(110086997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

S.A.D.E.M. S.A., SPF, Société anonyme des Entreprises Minières S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 6.016.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 3 mai 2011 à 15.00 heures à Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance lors de la présente Assemblée. L'Assemblée décide, à l'unanimité, de renouveler au poste d'Administrateur:

Monsieur Koen LOZIE, Administrateur sociétés, demeurant 61, Grand-Rue à L-8510 Redange-sur-Attert,

Monsieur Joseph WINANDY, Administrateur sociétés, demeurant rue de l'Horizon, 92 à L-5960 Itzig,

et la société COSAFIN S.A., Société Anonyme, 1, rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques BORDET, 1, rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg.

L'Assemblée décide, à l'unanimité, de renouveler au poste de Commissaire aux Comptes pour une durée de un an, la société Euraudit SARL, Réviseur d'Entreprises, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes annuels arrêtés au 31.12.2011.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011083467/23.

(110092139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2011.

Safe Ship Investment Company S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 127.739.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de Safe Ship Capital Partners S.à.r.l. agissant en tant qu'associé commandité de Safe Ship Investment Company SCA SICAR («la SICAR»), tenue le 1^{er} mai 2011:

Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la SICAR du 16 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 20 Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg avec effet au 1^{er} Mai 2011.

A l'issue de cette date, le siège Social de la SICAR se situe au 20 Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

Luxembourg, le 07 Juin 2011.

BANQUE PRIVÉE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

Référence de publication: 2011079501/16.

(110088124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Alpha-Lux Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 76.140.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 26 mai 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2011078440/11.

(110087381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

ALPHARMA (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 67.123.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 26 mai 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2011078441/11.

(110087380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Slif S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 13, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 116.280.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 1^{er} juin 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2011078878/11.

(110087444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Seagull Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 101.498.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 20 mai 2011

- que le siège social de la société a été transféré du 22, avenue Marie Thérèse L-2132 Luxembourg au 24, rue Saint Mathieu L-2138 Luxembourg avec effet au 20 mai 2011;

- que Monsieur Frederik ROB demeurant professionnellement au 24, rue Saint Mathieu L-2138 Luxembourg a été nommé gérant avec effet au 20 mai 2011 pour une durée indéterminée à la place de Monsieur Olivier KUCHLY, gérant démissionnaire.

Pour extrait sincère et conforme

Frederik ROB

Gérant

Référence de publication: 2011079519/17.

(110088738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Pasod S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 116.060.

Par décision du Conseil d'administration tenu le 1^{er} juin 2011 au siège social de la société, il a été décidé:

- D'accepter la démission de Monsieur Salvatore DESIDERIO, employé privé, résidant professionnellement au 19/21, Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, de sa fonction d'administrateur.

- De coopter comme nouvel administrateur, Madame Hélène MERCIER, employée privée, résidant professionnellement au 19/21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg son mandat ayant comme échéance celui de son prédécesseur.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes clôturés au 30/06/2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2011079462/19.

(110088633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Stevia Growers S.A. International SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.
R.C.S. Luxembourg B 159.927.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 24 mai 2011.
Pour copie conforme

Référence de publication: 2011078884/11.

(110087452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Tyco Electronics Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 140.359.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 mai 2011.

Référence de publication: 2011078895/11.

(110087408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Tyco Electronics Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.079.485.228,50.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 122.078.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 mai 2011.

Référence de publication: 2011078896/11.

(110087400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Archea Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 65.852.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2011

L'Assemblée Générale a reconduit pour un nouveau terme d'un an le mandat du réviseur d'entreprises agréé, Price-waterhouseCoopers S.à r.l., et des Administrateurs suivants:

Messieurs Yves MAHE, qui assumera désormais la fonction de Président
François HAQUENNE
Nico THILL
Daniel VAN HOVE.

L'Assemblée a par ailleurs nommé, pour la durée d'un an, Madame Florence PILOTAZ en qualité d'Administrateur.

Composition du Conseil d'Administration

Yves MAHE, Président

(ayant son siège social à L-1728 LUXEMBOURG, 2, rue de l'Eau)

François HAQUENNE

(ayant son siège social à L-1728 LUXEMBOURG, 2, rue de l'Eau)

Florence PILOTAZ

(résidant professionnellement à L-2449 LUXEMBOURG, 14, boulevard Royal)

Nico THILL

(résidant professionnellement à L-2449 LUXEMBOURG, 14, boulevard Royal)

Daniel VAN HOVE

(ayant son siège social à L-1728 LUXEMBOURG, 2, rue de l'Eau)

Réviser d'Entreprises agréé

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.

(ayant son siège social L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch) Luxembourg, le 27 juin 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marie-Cécile MAHY-DUBOURG

Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011087208/32.

(110098484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

Provid, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 119.678.

Suite à une cession de parts intervenue en date du 17 mai 2011 entre Madame Lena JACOBSEN et Monsieur Hans JACOBSEN, le capital de la société est dorénavant réparti comme suit:

- Monsieur Hans JACOBSEN, 11, Hästkövägen S-183 56 Täby 100 parts

Total: 100 parts

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2011079477/15.

(110088681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Leopard Germany Bero Holding 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Leopard Germany Bero 2 S.à r.l.).

Siège social: L-1913 Luxembourg, 12, rue Léandre Lacroix.

R.C.S. Luxembourg B 160.738.

In the year two thousand and eleven, on the thirtieth day of May.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Leopard Germany Bero 2 GmbH & Co. KG, a limited partnership with a limited liability company as general partner (Gesellschaft mit beschränkter Haftung & Compagnie Kommanditgesellschaft) incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Bockenheimer Landstraße 51-53, 60325 Frankfurt am Main, Germany, registered in the German Trade and Companies Register under the number HRA 46331, represented by its general partner Leopard Germany Bero 2 GP GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Bockenheimer Landstraße 51-53, 60325 Frankfurt am Main, Germany, registered in the German Trade and Companies Register under the number HRB 90564;

represented by Rowena Fowden, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 25th May 2011 (the "Shareholder").

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder has requested the undersigned notary to document that he is the sole shareholder of the private limited liability company Leopard Germany Bero 2 S.à r.l., incorporated following a deed of the undersigned notary on April 26, 2011, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160738 (the "Company").

The Shareholder has recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following:

Agenda

1. Decision to change the name of the Company to Leopard Germany Bero Holding 2 S.à r.l. and consequent amendment of article 1 of the articles of incorporation.

The Shareholder has requested the undersigned notary to enact the following resolution:

Sole Resolution

The Shareholder resolves to change the name of the Company into Leopard Germany Bero Holding 2 S.à r.l. and consequently amends the second sentence of Art. 1 of the Company's articles of incorporation to read as follows:

“ Art 1. (second sentence). The name of the company is Leopard Germany Bero Holding 2 S.à.r.l.”.

No further item being on the agenda, the meeting was closed.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at 850 EUR.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a German version at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendelf, am dreissigsten Mai.

Vor Maître Paul DECKER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Leopard Germany Bero 2 GmbH & Co. KG, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung & Kommanditgesellschaft, die gemäß dem Gesellschaftsrecht des Deutschlands gegründet wurde, mit Sitz in Bockenheimer Landstraße 51-53, 60325 Frankfurt am Main, Deutschland, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Deutschlands unter Nummer HRA 46331, vertreten durch seine persönlich haftende Gesellschafterin Leopard Germany Bero 1 GP GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung die gemäß dem Gesellschaftsrecht des Deutschlands gegründet wurde, mit Sitz in Bockenheimer Landstraße 51-53, 60325 Frankfurt am Main, Deutschland, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Deutschlands unter Nummer HRB 90564;

vertreten durch Rowena Fowden, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, gegeben am 25. Mai 2011 (der „Gesellschafter“).

Die obengenannte Vollmacht, unterzeichnet von der erschienenen Person und dem amtierenden Notar, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Gesellschafter hat den Notar aufgefordert festzuhalten, dass er der Alleingesellschafter ist der Leopard Germany Bero 2 S.à.r.l. im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B160738 eingetragenen Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet durch notarielle Urkunde vom 26. April 2011 (die „Gesellschaft“).

Der Gesellschafter erklärt, ausführlich über die Beschlüsse informiert zu sein, die aufgrund der folgenden Tagesordnung zu fassen sind:

Tagesordnung:

1. Umbenennung der Gesellschaft in Leopard Germany Bero Holding 2 S.à r.l. und anschließende Änderung vom zweiten Satz des Artikels 1 der Satzung;

Der Gesellschafter hat den amtierenden Notar aufgefordert, folgendes festzuhalten:

Einzigter Beschluss

Der Gesellschafter beschließt, die Gesellschaft in Leopard Germany Bero Holding 2 S.à r.l. umzubenennen und den Wortlaut vom zweiten Satz des Artikels 1 der Satzung wie folgt zu ändern:

„ **Art. 1. (Zweiter Satz).** Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „ Leopard Germany Bero Holding 2 S.à r.l.“

Schätzung der Kosten

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche die Gesellschaft auf Grund dieser Urkunde entstehen, werden auf 850 EUR geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Englisch verfasst worden ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dies auf Anfrage des Komparenten. Im Falle einer Abweichung zwischen der englischen und deutschen Fassung hat die englische Fassung Vorrang.

Nach Vorlesung der Urkunde des dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen und Wohnort bekannten Komparenten hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: R. FOWDEN, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 mai 2011. Relation: LAC/2011/25091. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Erteilt an das Handels und Gesellschaftsregister in Luxemburg,

Luxemburg, den 7. Juni 2011.

Référence de publication: 2011078712/85.

(110087767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Benelux Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 100.768.

1. M. Brian McMahon a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société en date du 14 février 2011.
2. M. Craig Allan Mellor et M. Stuart Barrie Wall ont démissionné de ses fonctions de gérant de la Société en date du 15 février 2011.

3. Le nombre de gérants a été réduit de 9 à 6.

Le conseil de gérance de la société se compose dorénavant comme suit:

M. Charles MacGregor;

M. Charles Douglas MacGregor;

M. Christophe Fender;

M. Marcel Stephany;

M. Stuart Hornby and

M. Andreas Demmel

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011084192/23.

(110092955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2011.

TyCom Holdings II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 75.098.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2011.

Référence de publication: 2011078897/10.

(110087391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

TCN Holding (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: USD 40.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 75.099.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2011.

Référence de publication: 2011078898/11.

(110087354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Dlux Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.202.725,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 110.976.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 6 Juin 2011

L'assemblée générale de la Société a accepté la démission, avec effet immédiat, de Marie-Sibylle Wolf et d'Anne-Cecile Jourdren-Vasseur en tant que gérants de catégorie B de la Société.

L'assemblée générale de la Société a décidé de nommer, avec effet immédiat, les personnes suivantes en tant que gérants de catégorie B de la Société et ce pour une durée illimitée:

- Mlle Susana Paula Fernandes Gonçalves, avec adresse professionnelle au 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg); et

- M. Andras Kulifai, avec adresse professionnelle au 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg); et

Le conseil de gérance de la Société se compose dès lors comme suit:

- Lars Frankfelt, gérant de catégorie A;

- Susana Paula Fernandes Gonçalves, gérant de catégorie B; et

- Andras Kulifai, gérant de catégorie B; et

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Dlux Holdco S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2011080517/24.

(110089057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

Tyco Electronics Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 123.549.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2011.

Référence de publication: 2011078915/10.

(110087419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Arlene S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 81.517.

—
Conformément à l'article 51bis de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, la Société informe par la présente de la nomination des personnes suivantes en tant que représentants permanents de ses administrateurs:

Mme Catherine Noens, résidant professionnellement au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, a été nommée en date du 13 Mai 2011 en tant que représentant permanent de TCG Gestion S.A. avec effet au 20 Avril 2011.

Mr Fabrice Geimer termine ses fonctions en tant que représentant permanent de TCG Gestion S.A., avec effet au 20 Avril 2011.

Luxembourg, le 27 Mai 2011.

Luxembourg Corporation Company SA

Christelle Ferry

Représentant permanent

Référence de publication: 2011079824/17.

(110088884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

UBIK, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4276 Esch-sur-Alzette, 58, rue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 150.889.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 1^{er} juin 2011.
Pour copie conforme

Référence de publication: 2011078917/11.

(110087445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Vauban Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 120.683.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juin 2011.

Référence de publication: 2011078922/10.

(110087918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Vignes et Terroirs, Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 130.299.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juin 2011.

Référence de publication: 2011078927/10.

(110088012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Kuylenstierna & Skog S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 74.203.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration et du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en date du 27 Avril 2011, que:

1) Le mandat des Administrateurs Mlle Elisabeth Skog, M Johan Kuylenstierna, a été renouvelé jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2011.

2) M François Winandy et M Björn Carlson Karlavägen 105, 11522 Stockholm Suède ont été appelées à la fonction d'administrateur de la société jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2011.

3) Ernst & Young S.A. Luxembourg, a été nommé auditeur. Le mandat de la Ernst & Young S.A. Luxembourg se terminera à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2011.

4) Le mandat des responsables de la gestion journalière Mlle Elisabeth Skog et M Johan Kuylenstierna a été renouvelé jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2011.

Luxembourg, le 15 juin 2011.
Kuylenstierna & Skog S.A.

Représenté

Johan Kuylenstierna / Elisabeth Skog

Référence de publication: 2011084236/23.

(110092953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2011.

Parbat Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 41.084.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille onze, le vingt-six mai,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Piergiorgio PARODI, administrateur de sociétés, né à Acqui Terme (Italie) le 12 janvier 1942, demeurant à I-18012 Bordighera, Via dei Colli, 98 (Italie), ici représenté par Madame Laure SINESI, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit ses déclarations et constatations:

a.- Que la société anonyme "PARBAT FINANCE S.A.", avec siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 41.084, a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 juillet 1992, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 560 du 1^{er} décembre 1992, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

b.- Que le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros virgule soixante-neuf cents (30.986,69 EUR), représenté par mille deux cinquante (1.250) actions.

c.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, est devenu propriétaire de toutes les actions de la susdite société "PARBAT FINANCE S.A."

d.- Que l'activité de la société ayant cessé et que la comparante prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

e.- Que le comparant, en tant qu'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la société.

f.- Qu'en cette qualité, il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute et avoir transféré tous les actifs à son profit.

g.- Que le comparant est investi de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

h.- Que partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

i.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

j.- Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation des titres au porteur et actions nominatives.

k.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société dissoute à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de sept cent cinquante euros, sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, ès-qualité qu'elle agit, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Laure SINESI, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 1^{er} juin 2011. Relation GRE/2011/2082. Reçu soixante-quinze euros (75, €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 8 juin 2011.

Référence de publication: 2011080167/51.

(110088923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

WIKIO Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 113.995.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2011078945/12.

(110087483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

3. Boccador VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 13, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 123.629.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 31 mai 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2011078951/11.

(110087451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Avenue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 21, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 129.984.

Il ressort de l'assemblée générale extraordinaire du 30 mai 2011 que Monsieur Francesco Chiarello a donné sa démission de gérant technique de la société Avenue Sàrl.

Madame Samyha SAIDI, employée privée, demeurant 28, rue du Faubourg, L-3640 Kayl est nommée gérante technique

M. Sidahmed Bekhedda

L'actionnaire

Référence de publication: 2011078962/12.

(110086868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

Densa Trading A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 49.127.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement prononcé en date du 9 juin 2011, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le Juge-Commissaire Monsieur Jean-Paul MEYERS en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme

- DENSA TRADING A.G. avec siège social à L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

Le prédit jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2011.

Pour extrait conforme

Me Anne DEVIN-KESSLER

Le liquidateur

Référence de publication: 2011080519/19.

(110089733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

Centre Européen de Géodynamique et de Séismologie (ECGS), Fondation.

Siège social: L-2160 Luxembourg, 24, rue Münster.

R.C.S. Luxembourg G 113.

—
Annexe: Comptes annuels au 31.12.2005

Gerhard Nellinger
Dipl. - Kaufmann
Réviseur d'Entreprises
74, rue de Merl
L-2146 Luxembourg

Attestation

J'ai été chargé de la révision des comptes du "CENTRE EUROPEEN DE GEODYNAMIQUE ET DE SEISMOLOGIE (ECGS)" à Luxembourg, établissement d'utilité publique.

Pour ce faire j'ai examiné les comptes établis pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2005 avec un bénéfice de 7.167,82 EUROS.

J'ai procédé aux sondages et vérifications appropriés aux circonstances données et j'ai pris connaissance des informations et données nécessaires à l'accomplissement de ma mission.

J'ai constaté que les comptes annuels en question sont en concordance avec la comptabilité et les pièces comptables qui m'ont été soumises.

L'analyse des dépenses me permet d'attester que les subventions reçues tant du Conseil de l'Europe que du Gouvernement Luxembourgeois ont été utilisées conformément à leur destination.

Luxembourg, le 14 mars 2006.

Gerhard Nellinger.

Balance Générale au 31.12.2005

Période(s): 0/2005-13/2005; Solde: Tout, Monnaie locale: EUR; Compte(s): 0-6;

Compte	Description	Ouverture	Période (13/2005)		Y-T-D(1 /2005 - 13/2005)		Solde
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	
1200	Report à Nouveau	-43.184,26					-43.184,26
40000000	Cpte Centralisateur						
	Fournisseur	-2.019,36		6.775,04	-8.662,30		-3.906,62
41000000	Cpte Centralisateur Client . .	20.500,00		23.000,00	-20.500,00		23.000,00
4200	Salaire VAN DAM			90.260,51	-90.260,51		
4201	Salaire CODRAN			18.304,54	-18.304,54		
4300	Enregistrement	-411,75		411,75			
4450	Centre d'Affiliation	-2.522,97		25.938,10	-26.154,86		-2.739,73
4460	Retenue Impôts sur						
	Salaires			2.317,50	-2.317,50		
4700	Transitoire			223,00	-223,00		
4901	Diffusion scientifiques	-22.500,00		22.500,00	-7.000,00		-7.000,00
4902	Report Grivilux	-40.000,00		40.000,00	-40.000,00		-40.000,00
4907	Report Groenland 2003	-15.000,00		15.000,00			
4913	Report Salaires (budget)	-30.000,00		30.000,00	-25.000,00		-25.000,00
5010	Banque et Caisse						
	d'Epargne	9.937,02		422.149,24	-422.475,16		9.611,10
5011	BCEE Livret Epargne	41,38		16.102,27			16.143,65
5012	BCEE 5412/6480-8	123.371,48		171.766,10	-217.024,31		78.113,27
5013	BCEE 5412/6799-3	1.603,02		20,04	-1,50		1.621,56
5014	BCEE LU24 0019 0285 5467						
	3000 USD	127,75		32.343,86	-32.076,97		394,64
5100	Caisse petit matériel	57,69		768,16	-711,64		114,21
5900	Transferts de fonds			387.712,81	-387.712,81		
	TOTAL GENERAL	,00		1.305.592,92	-1.298.425,10		7.167,82
	TOTAL OUVERTURE			201.619,93	-201.619,93		

TOTAL ENTREPRISE

1.507.212,85 -1.500.045,03

Référence de publication: 2011080486/57.

(110089357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

Matterhorn Capital Data Centre Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 155.485.

Extrait des contrats de cession de parts de la Société

En vertu de l'acte de transfert des parts qui avait pris effet à partir de 08 octobre 2010,

Simon Conway, ayant son adresse professionnel à York Lodge, Highwood Hill, London NW7 4HA Angleterre a transféré toutes ses 1,000 parts sociales de classe A détenues dans la Société

Ce transfert été effectué comme suit:

Quillpoint Capital Investment Ltd, ayant son siège social à 10 Gloucester Place, Portman Square, London W1U 8EY Angleterre ont acquis 1,000 parts sociales de classe A détenues par Simon Conway

En vertu de l'acte de transfert des parts qui avait pris effet à partir de 08 octobre 2010,

Westmarsh Limited, ayant son siège social à Geneva Place, Waterfront Drive, PO Box 3175 Road Town, Tortola, British Virgin Islands a transféré 6,495 de ces 19,000 parts sociales de classe B détenues dans la Société

Ces transferts ont été effectués comme suit:

Lloyd Simon, son adresse professionnel à 10 Gloucester Place, Portman Square, London W1U 8EZ Angleterre ont acquis 500 parts sociales de classe B détenues par Westmarsh Limited

Matthew Miller, ayant son siège social à 40 Upland Road, Mill Hill, London NW7 4PP Angleterre ont acquis 625 parts sociales de classe B détenues par Westmarsh Limited

KPI Nominees Limited, ayant son siège social à 3 Coldbath Square, London EC1R 5HL, Angleterre ont acquis 625 parts sociales de classe B détenues par Westmarsh Limited

ZRH Nominees (0016) Limited., ayant son siège social à Palm Grove House, PO Box 438, Road Town, Tortola, British Virgin Islands ont acquis 625 parts sociales de classe B détenues par Westmarsh Limited

Canmore Limited., ayant son siège social à One The Parade, Castletown, Isle of Man IM9 1LG ont acquis 625 parts sociales de classe B détenues par Westmarsh Limited

Leopard Guernsey DC Ltd, ayant son siège social à 2 Cranwell House, La Route du Picquerel, L'Islet, Guernsey GY2 4SD ont acquis 625 parts sociales de classe B détenues par Westmarsh Limited

Quillpoint Capital Investment., ayant son siège social à 10 Gloucester Place, Portman Square, London W1U 8EY ont acquis 2,558 parts sociales de classe B détenues par Westmarsh Limited

Pelmo SPF S.A., ayant son siège social à 3a Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg ont acquis 312 parts sociales de classe B détenues par Westmarsh Limited

Les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- Quillpoint Capital Investment Ltd, 1000 parts sociales de classe A
- Lloyd Simon, 500 parts sociales de classe B
- Matthew Miller 625 parts sociales de classe B
- KPI Nominees Limited, 625 parts sociales de classe B
- ZRH Nominees (0016) Limited, 625 parts sociales de classe B
- Canmore Limited, 625 parts sociales de classe B
- Leopard Guernsey DC Ltd, 625 parts sociales de classe B
- Quillpoint Capital Investment Ltd, 2,558 parts sociales de classe B
- Pelmo SPF S.A, 312 parts sociales de classe B
- Westmarsh Limited, 12,505 parts sociaux de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait au Luxembourg, le 31 mai 2011.

*Pour la Société**Un Mandataire*

Référence de publication: 2011078307/50.

(110086411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

Newport Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 76.711.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2011079110/10.

(110087805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Office Park Findel F4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 80.489.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 Juin 2011.

OFFICE PARK FINDEL F4 S.A.
308, route d' Esch
L-1471 Luxembourg
Signatures

Référence de publication: 2011079112/14.

(110087561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Ojai Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 117.038.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011079113/10.

(110087820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

LSF6 Lux Investments VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 149.548.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales daté du 10 juin 2011, que la société Lone Star Capital Investments S.à.r.l., immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B91.796, ayant son adresse au 7, rue Robert Stümper à L-2552 Luxembourg a cédé l'intégralité des 100 parts sociales ordinaires de la Société qu'elle détenait à la société LSF Tempus Holdings S.à r.l., immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.605 et ayant son adresse au 7, rue Robert Stümper à L-2552 Luxembourg.

La société LSF Tempus Holdings S.à.r.l. détient donc maintenant l'intégralité des parts sociales ordinaires de la Société, soit 100 parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 125 chacune.

Pour extrait sincère et conforme
LSF6 Lux Investments VIII S.à.r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2011082348/20.

(110091687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2011.
